

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement



| | |
|-----------------------------------|--|
| Réalisé en commande* par | Media Immo |
| Pour le compte de | ATLANTIC CONTROLE |
| Numéro de dossier | WL10F19AR |
| Date de réalisation | 30/11/2021 |
| Localisation du bien | rue Carle Vernet 33000 BORDEAUX |
| Section cadastrale | BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227 |
| Altitude | 5m |
| Données GPS | Latitude 44.821005 - Longitude -0.549847 |
| Désignation du vendeur | SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE |
| Désignation de l'acquéreur | |

* Document réalisé sur commande par Media Immo qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par ATLANTIC CONTROLE soient exactes.

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES | | | | |
|--|--|------------------------|------------|------------------------|
| Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 2 - Faible | | | EXPOSÉ | - |
| Commune à potentiel radon de niveau 3 | | | NON EXPOSÉ | - |
| Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols | | | NON EXPOSÉ | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 07/07/2005 | EXPOSÉ | Voir prescriptions (1) |
| PPRn | Inondation | Prescrit le 02/03/2012 | EXPOSÉ | - |
| INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE | | | | |
| - | Inondation | Informatif (2) | EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) | Informatif (2) | EXPOSÉ | - |
| - | Risque Industriel | Informatif (2) | EXPOSÉ | - |
| PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB) | | | | |
| Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb Plan disponible en Préfecture et/ou en Mairie de BORDEAUX | | | | |
| - | Plan d'Exposition au Bruit (PEB) | Informatif | NON EXPOSÉ | - |

(1) **Information Propriétaire** : Votre immeuble est concerné par des prescriptions de travaux.

Vous devez répondre manuellement sur l'imprimé Officiel (page 2) si "OUI" ou "NON" les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR ont été réalisés.

(Ceci peut concerner les PPR naturels, miniers et technologiques). Pour plus d'informations, se référer au "Règlement Plan de Prévention et Prescriptions de Travaux".

(2) À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques et Pollutions
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° NC du 23/07/2019 mis à jour le
Adresse de l'immeuble : rue Carle Vernet, 33000 BORDEAUX
Cadastre : BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit anticipé approuvé date 02/03/2012 1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
inondation crue torrentielle mouvements de terrain avalanches sécheresse / argile
cyclone remontée de nappe feux de forêt séisme volcan

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés 2 oui non
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit anticipé approuvé date 3 oui non

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
mouvements de terrain autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés 4 oui non
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé 5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression projection risque industriel

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui non

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription 6 oui non

6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 oui non

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS) NC* oui non
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui non

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte
Carte Sismicité, Carte Inondation

Vendeur - Acquéreur

Vendeur : SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE
Acquéreur :
Date : 30/11/2021 Fin de validité : 30/05/2022

SNC KAUFMAN & BROAD PROMOT
Opération "TOUR SILVA"
Adresse Postale: 14 allée de Toumy - CS 41464 -
Tél. 05 56 12 72
SCCV au capital de 1000 €

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe à l'acte de vente.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente disponibles sur www.ere-pro.com
© 2021 Media Immo - Siège social : 124 rue Louis Baudouin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EURY 750 675 013 - RCP 911000001 - N°P 559 256

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Gironde
Adresse de l'immeuble : rue Carle Vernet 33000 BORDEAUX
En date du : 30/11/2021

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

| Type de catastrophe | Date de début | Date de Fin | Publication | JO | Indemnisé |
|--|---------------|-------------|-------------|------------|-----------|
| Tempête | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 30/11/1982 | 02/12/1982 | |
| Inondations et coulées de boue | 31/05/1983 | 31/05/1983 | 15/11/1983 | 18/11/1983 | |
| Inondations et coulées de boue | 24/06/1983 | 24/06/1983 | 05/10/1983 | 08/10/1983 | |
| Inondations et coulées de boue | 04/07/1983 | 04/07/1983 | 05/10/1983 | 08/10/1983 | |
| Inondations et coulées de boue | 16/07/1983 | 27/07/1983 | 05/10/1983 | 08/10/1983 | |
| Inondations et coulées de boue | 09/08/1983 | 09/08/1983 | 05/10/1983 | 08/10/1983 | |
| Inondations et coulées de boue | 14/09/1986 | 15/09/1986 | 11/12/1986 | 09/01/1987 | |
| Inondations et coulées de boue | 23/09/1986 | 24/09/1986 | 27/01/1987 | 14/02/1987 | |
| Inondations et coulées de boue | 01/09/1987 | 01/09/1987 | 03/11/1987 | 11/11/1987 | |
| Inondations et coulées de boue | 18/03/1988 | 21/03/1988 | 10/06/1988 | 19/06/1988 | |
| Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse | 01/06/1989 | 31/12/1989 | 04/12/1990 | 15/12/1990 | |
| Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse | 01/06/1989 | 31/12/1990 | 04/12/1991 | 27/12/1991 | |
| Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse | 01/01/1990 | 31/12/1990 | 28/03/1991 | 17/04/1991 | |
| Inondations et coulées de boue | 11/02/1990 | 15/02/1990 | 16/03/1990 | 23/03/1990 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1991 | 30/09/1995 | 01/10/1996 | 17/10/1996 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1991 | 30/09/1995 | 09/12/1996 | 20/12/1996 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1991 | 31/12/1996 | 08/07/1997 | 19/07/1997 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1991 | 31/05/1997 | 12/03/1998 | 28/03/1998 | |
| Inondations et coulées de boue | 08/08/1992 | 09/08/1992 | 19/03/1993 | 28/03/1993 | |
| Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse | 01/06/1995 | 30/09/1995 | 03/04/1996 | 17/04/1996 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/10/1995 | 31/12/1996 | 02/02/1998 | 18/02/1998 | |
| Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 07/02/1996 | 08/02/1996 | 03/04/1996 | 17/04/1996 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1997 | 30/06/1998 | 21/01/1999 | 05/02/1999 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1997 | 31/12/1998 | 19/03/1999 | 03/04/1999 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/1997 | 31/12/1998 | 22/06/1999 | 14/07/1999 | |
| Inondations et coulées de boue | 29/04/1998 | 29/04/1998 | 22/10/1998 | 13/11/1998 | |
| Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 | |
| Inondations et coulées de boue | 07/05/2000 | 08/05/2000 | 03/04/2001 | 22/04/2001 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2002 | 31/12/2002 | 30/04/2003 | 22/05/2003 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2003 | 30/09/2003 | 11/01/2005 | 01/02/2005 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2005 | 31/03/2005 | 20/02/2008 | 22/02/2008 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2005 | 30/09/2005 | 20/02/2008 | 22/02/2008 | |
| Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues | 24/01/2009 | 27/01/2009 | 28/01/2009 | 29/01/2009 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2009 | 30/09/2009 | 13/12/2010 | 13/01/2011 | |
| Inondations et coulées de boue | 28/02/2010 | 28/02/2010 | 30/03/2010 | 02/04/2010 | |
| Inondations et coulées de boue | 28/02/2010 | 28/02/2010 | 10/05/2010 | 13/05/2010 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/07/2010 | 30/09/2010 | 12/12/2011 | 03/01/2012 | |

| Type de catastrophe | Date de début | Date de Fin | Publication | JO | Indemnisé |
|--|---------------|-------------|-------------|------------|-----------|
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/04/2011 | 30/06/2011 | 11/07/2012 | 17/07/2012 | |
| Inondations et coulées de boue | 02/08/2011 | 02/08/2011 | 28/11/2011 | 01/12/2011 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2012 | 31/03/2012 | 21/05/2013 | 25/05/2013 | |
| Inondations et coulées de boue | 26/07/2013 | 27/07/2013 | 10/09/2013 | 13/09/2013 | |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2017 | 30/06/2017 | 18/09/2018 | 20/10/2018 | |
| Inondations et coulées de boue | 26/05/2018 | 26/05/2018 | 04/10/2018 | 03/11/2018 | |
| Inondations et coulées de boue | 09/05/2020 | 11/05/2020 | 23/11/2020 | 03/12/2020 | |
| Inondations et coulées de boue | 17/06/2021 | 19/06/2021 | 30/06/2021 | 02/07/2021 | |
| | | | | | |

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : *Guide Général PPR*

Extrait Cadastral

Département : Gironde

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

Commune : BORDEAUX

IMG REPERE

Parcelles : BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227

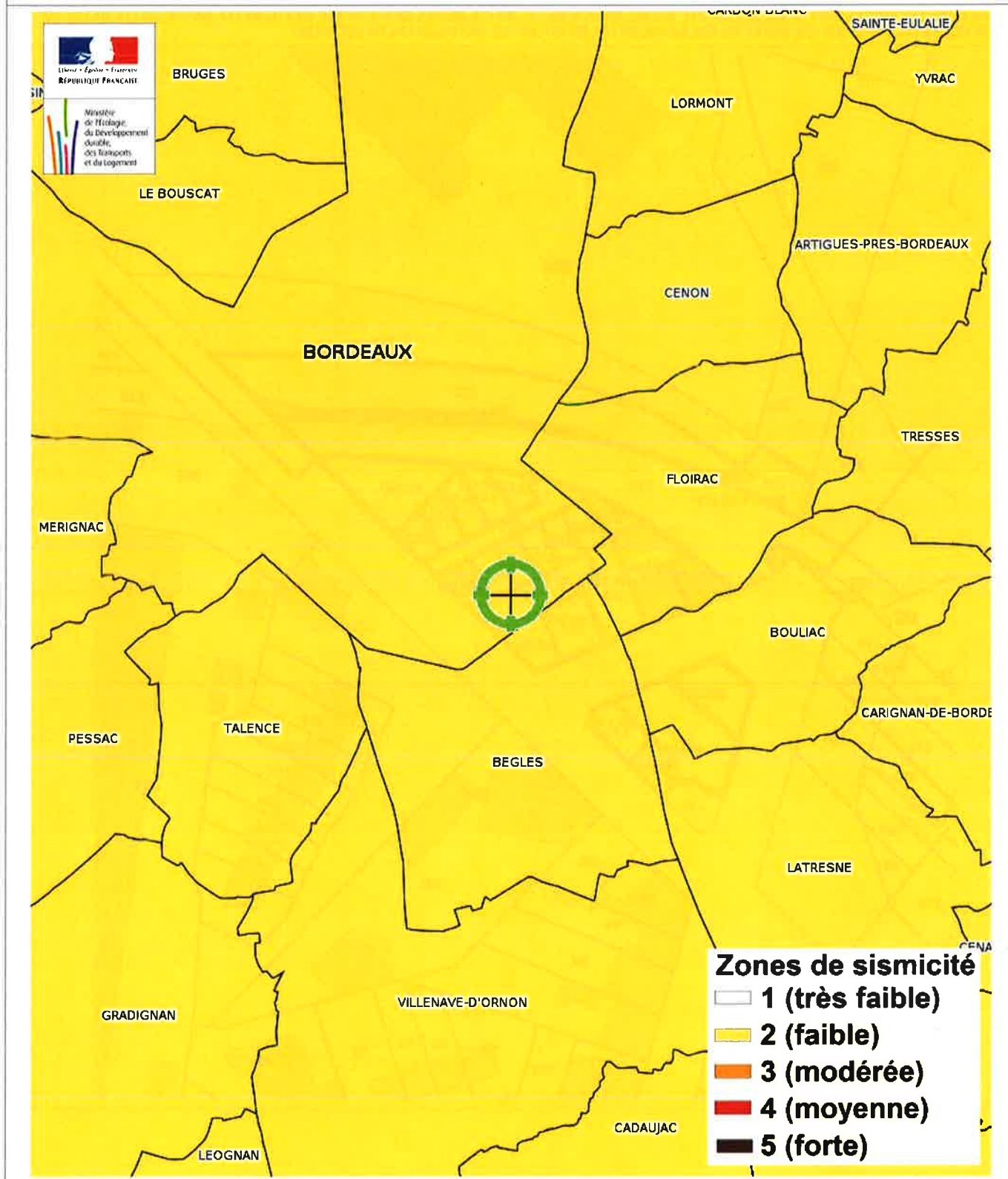


Zonage réglementaire sur la Sismicité

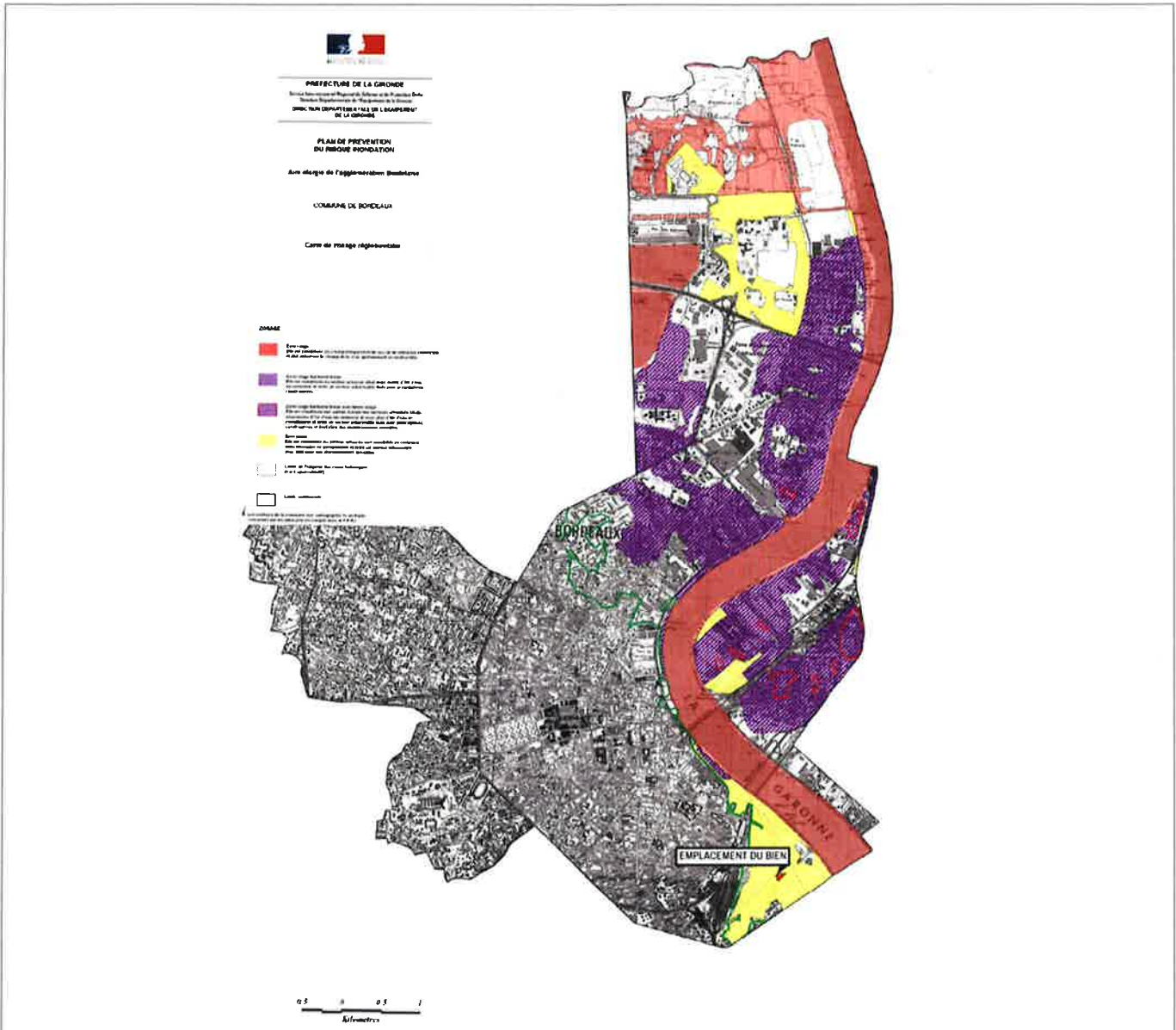
Département : Gironde

Commune : BORDEAUX

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 2 - Faible



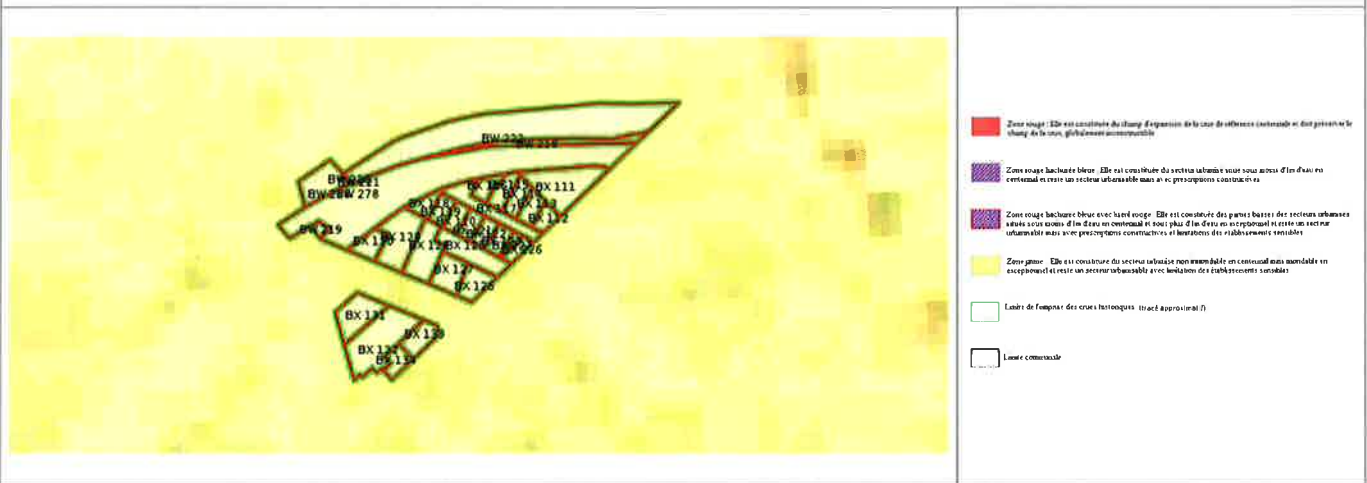
Carte Inondation



Inondation Approuvé le 07/07/2005

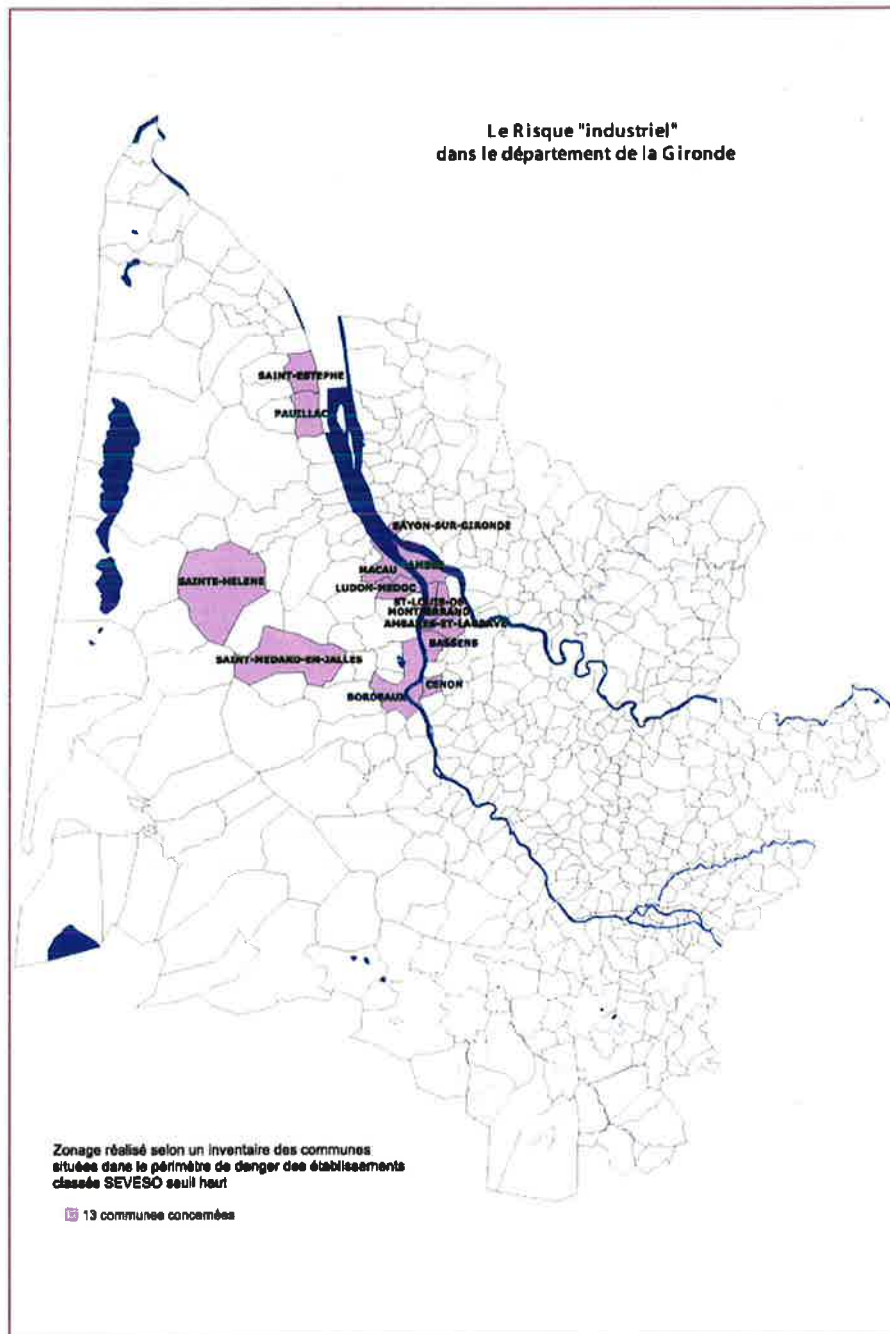
EXPOSÉ

Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



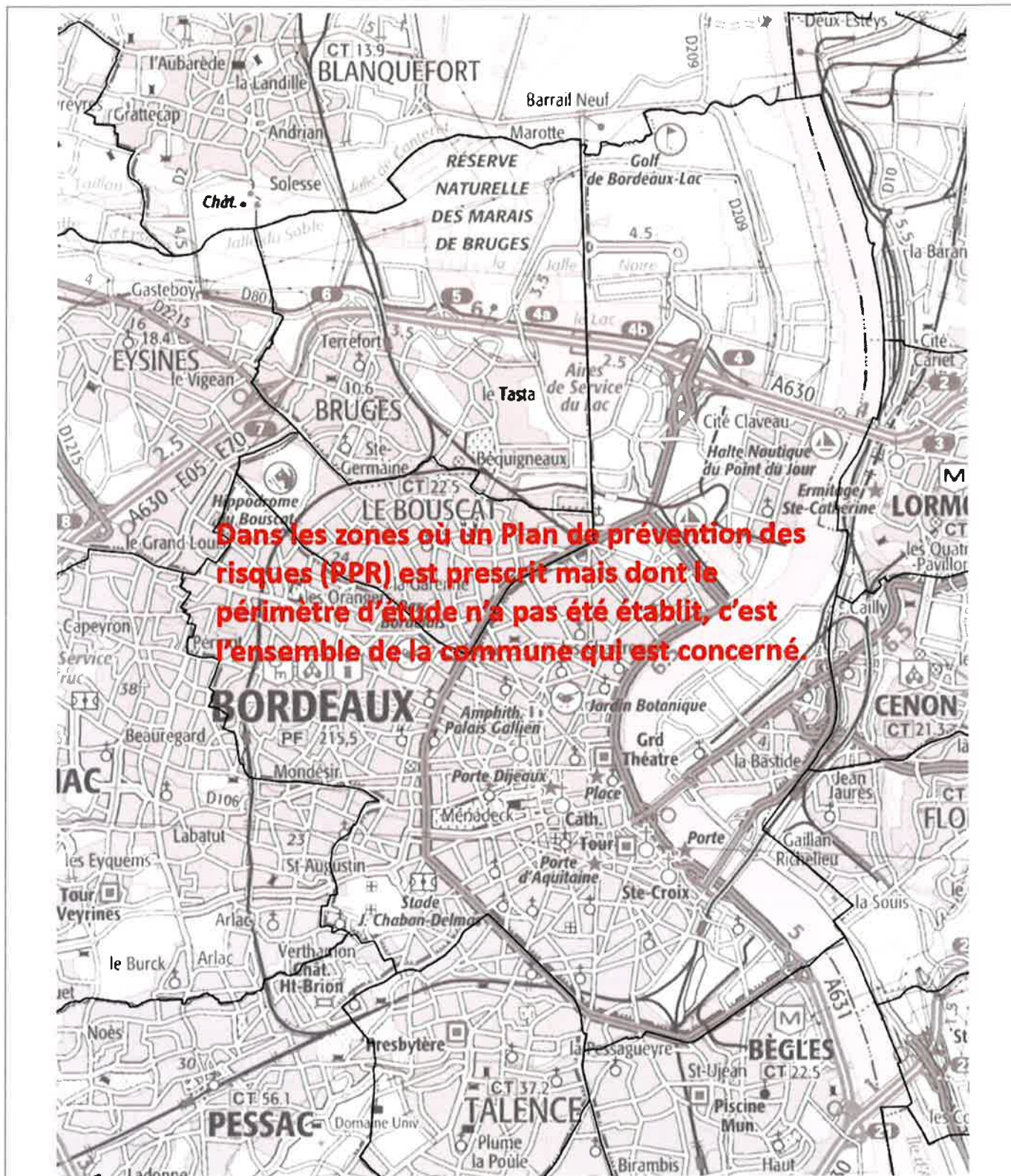
Carte Risque Industriel

LE RISQUE INDUSTRIEL



71

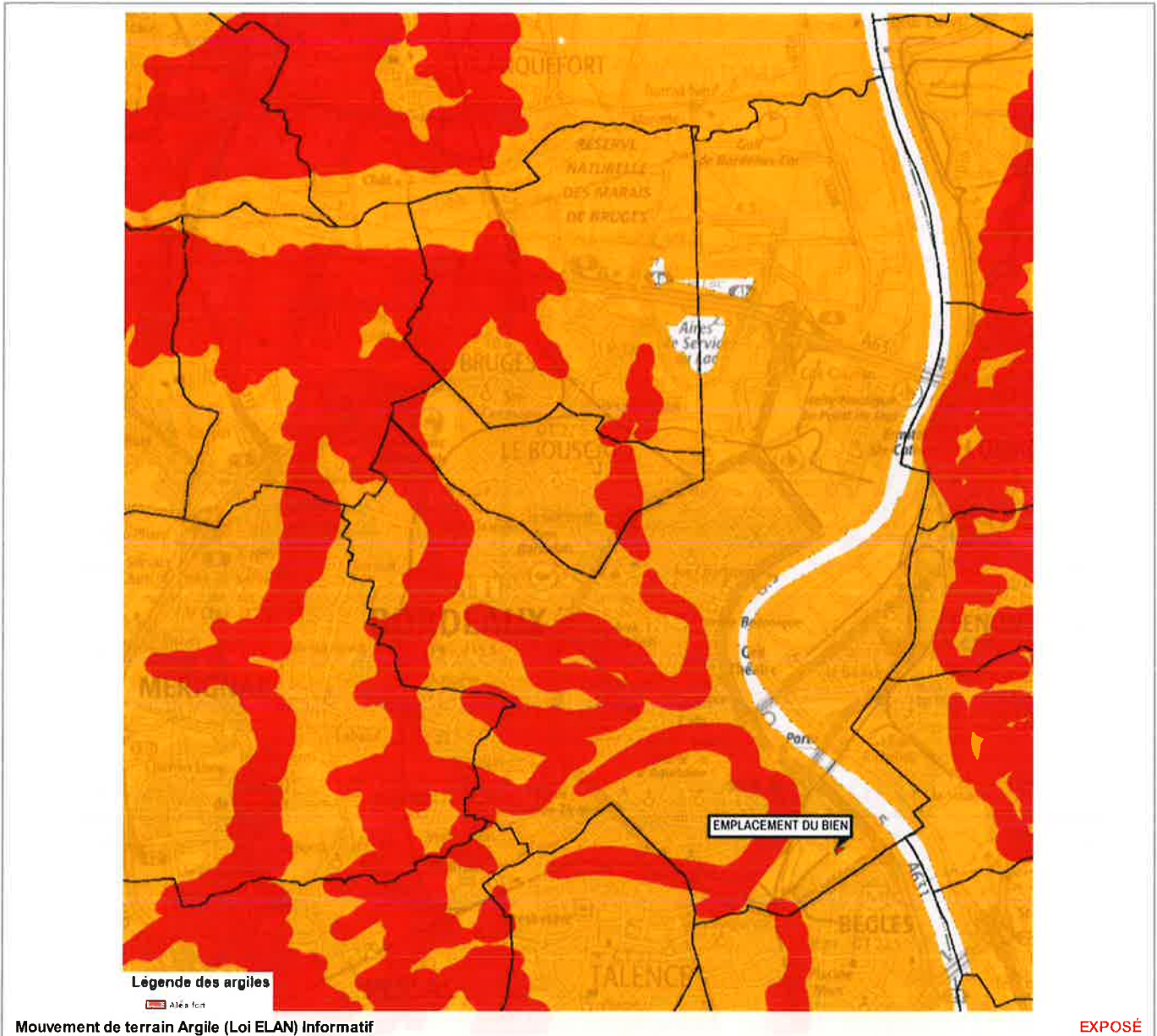
Carte Inondation



Inondation Prescrit le 02/03/2012

EXPOSÉ

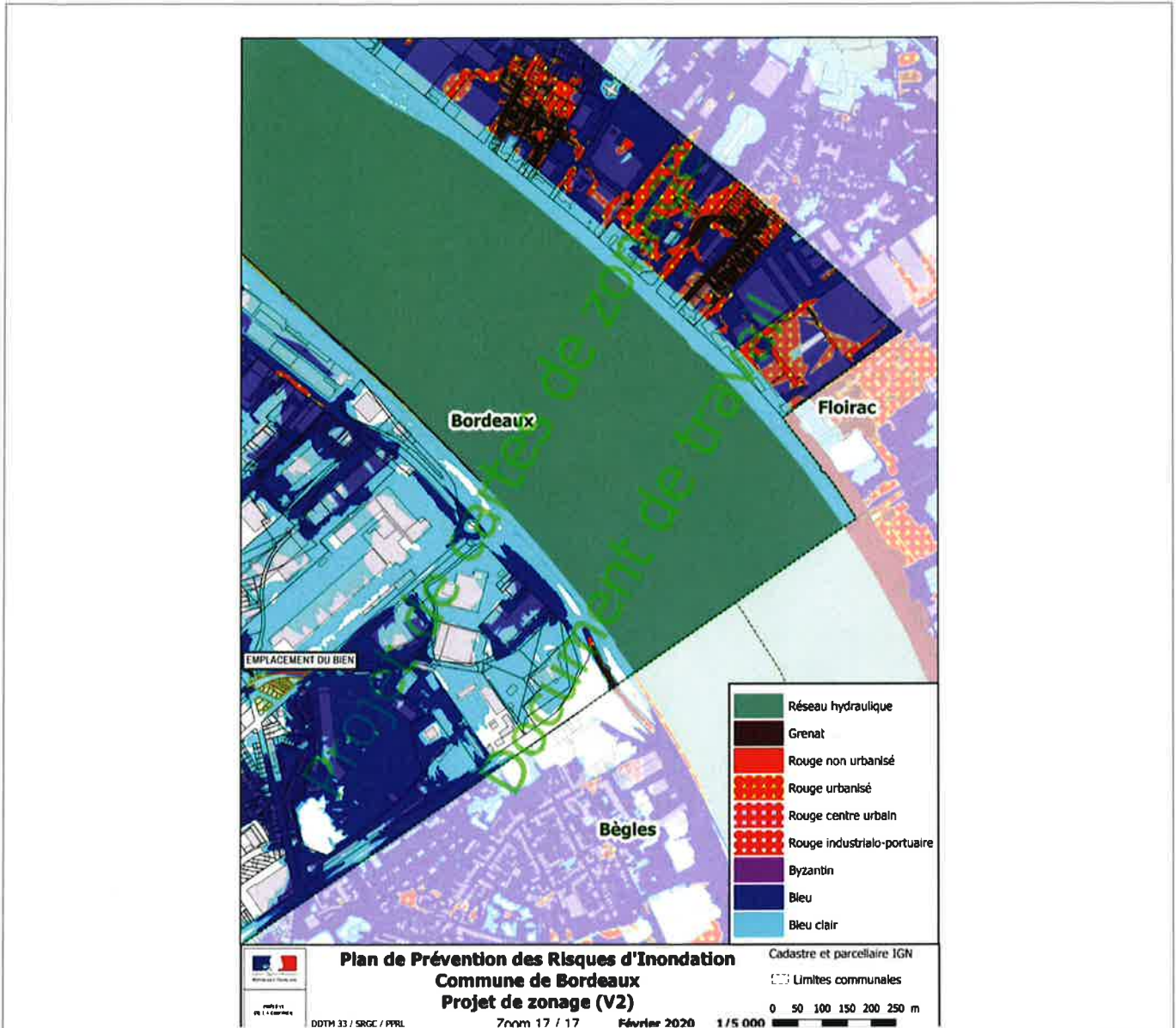
Carte Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



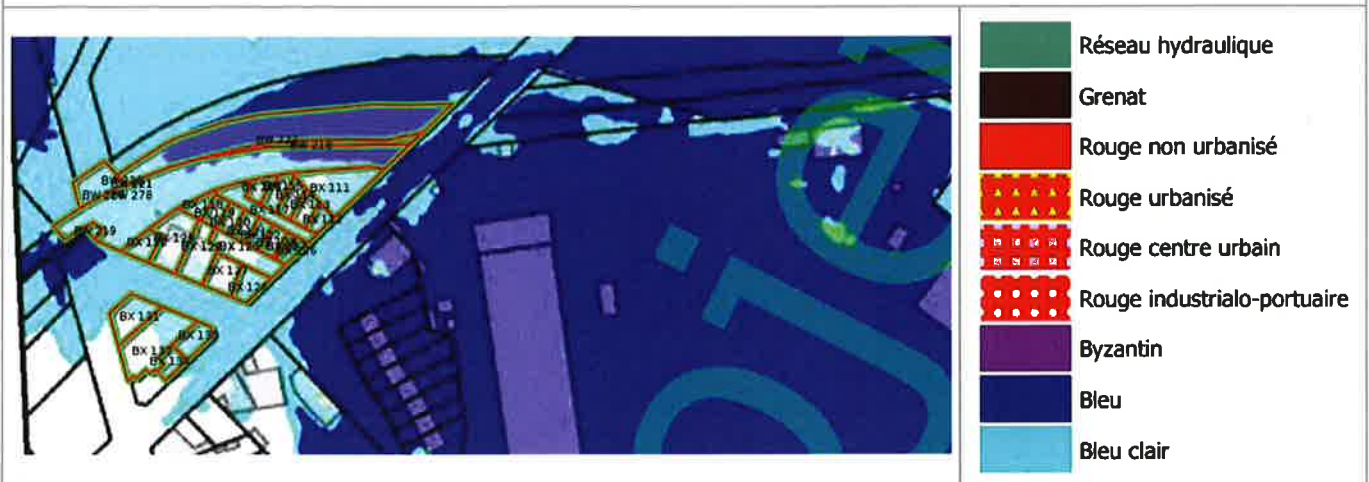
Carte
 Inondation



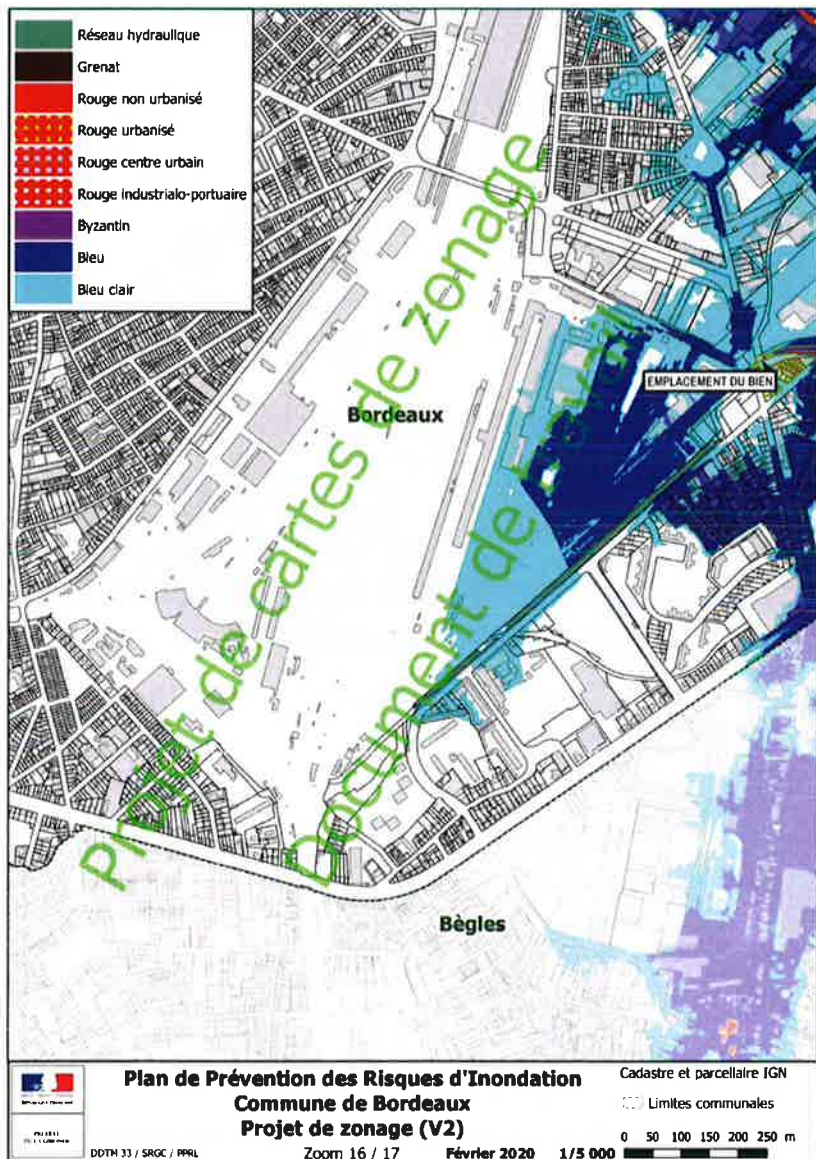
Inondation Informatif

EXPOSÉ

Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Carte Inondation



Inondation Informatif

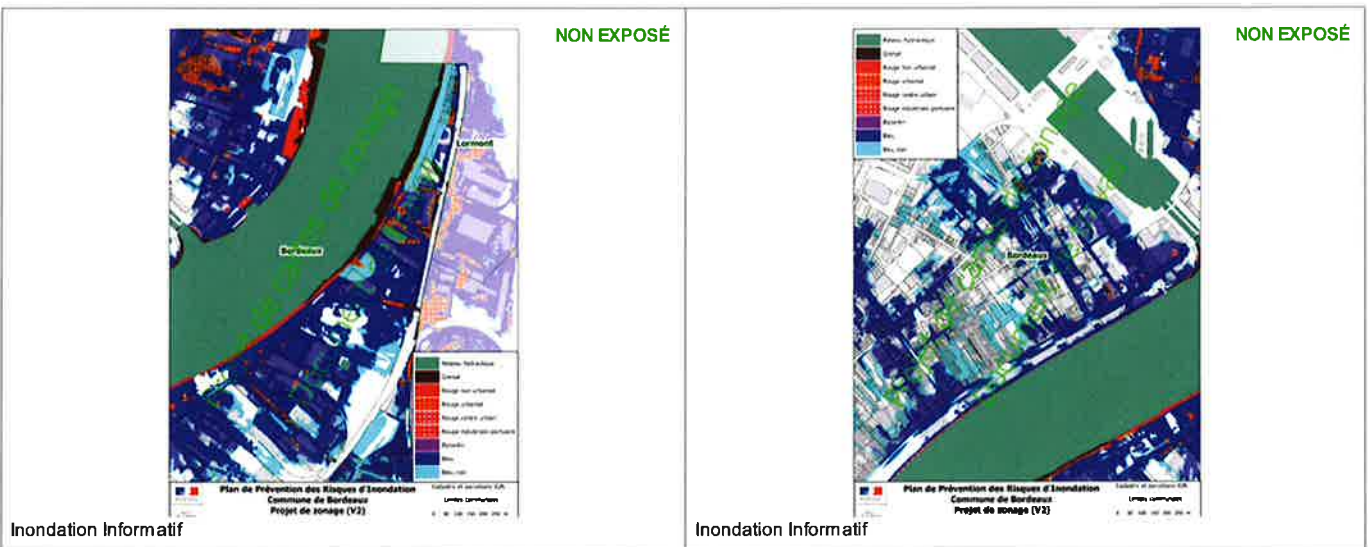
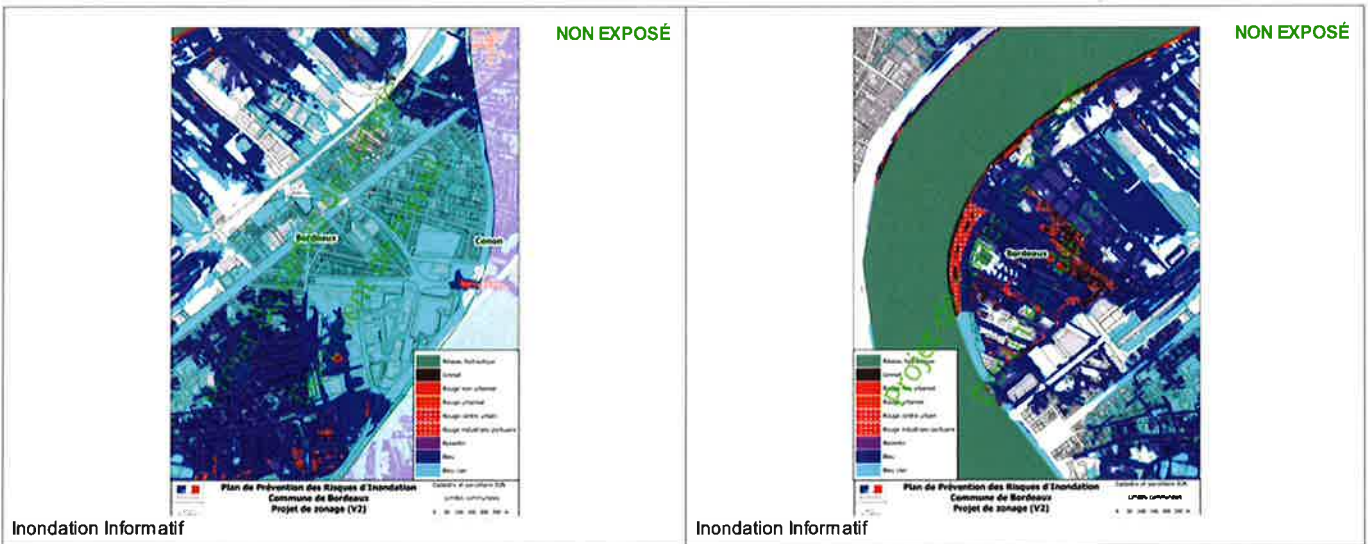
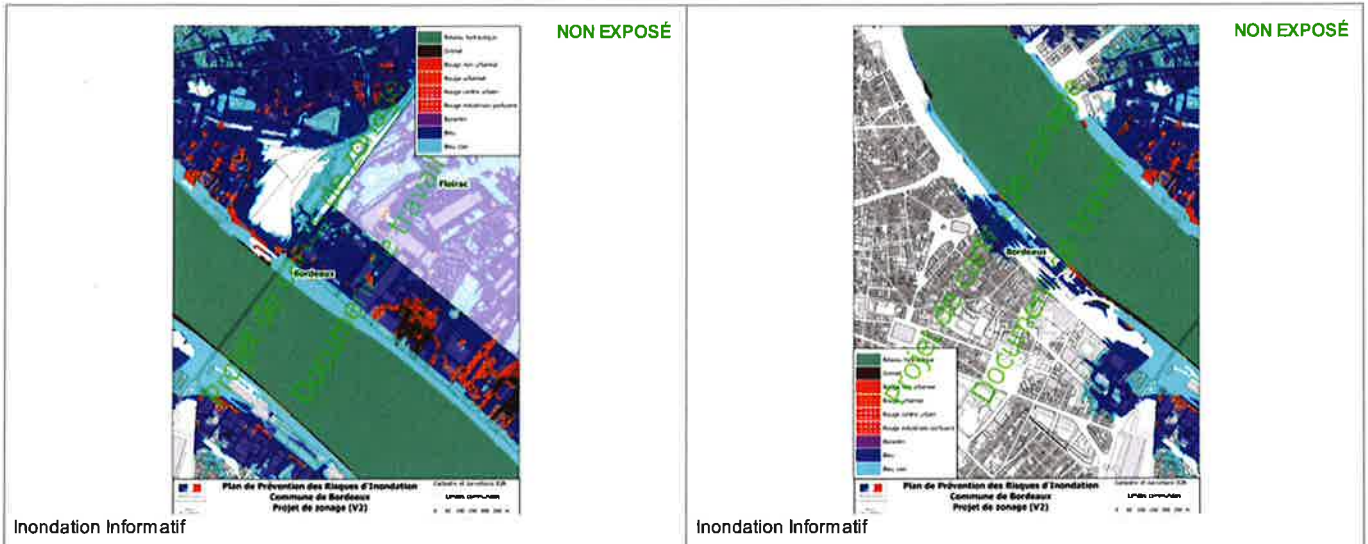
EXPOSÉ

Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



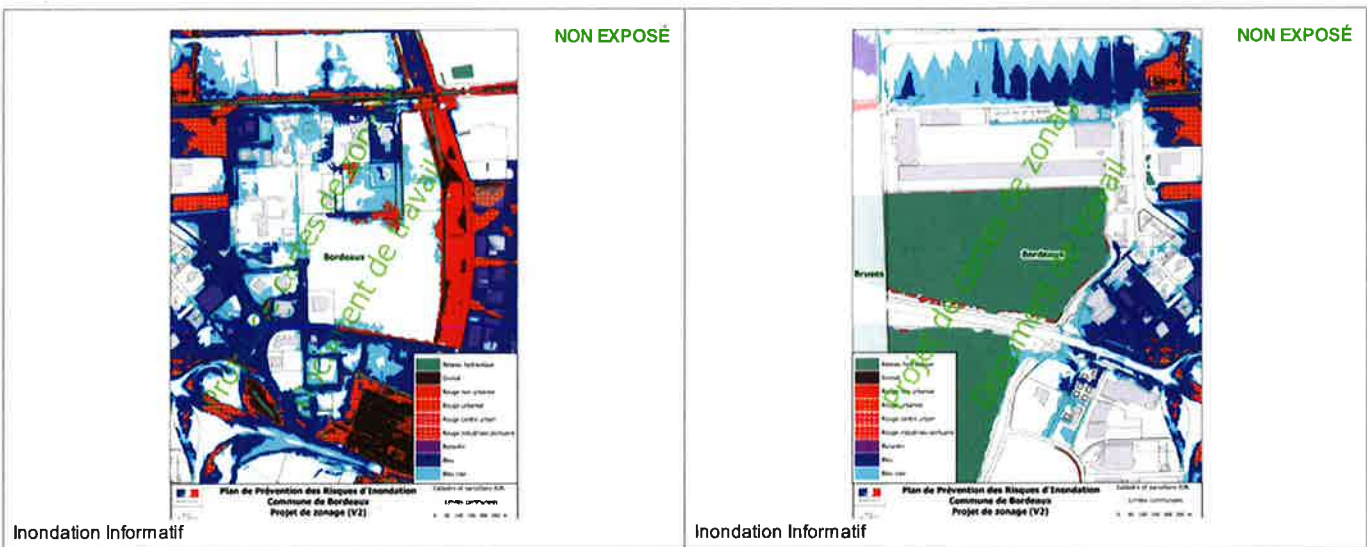
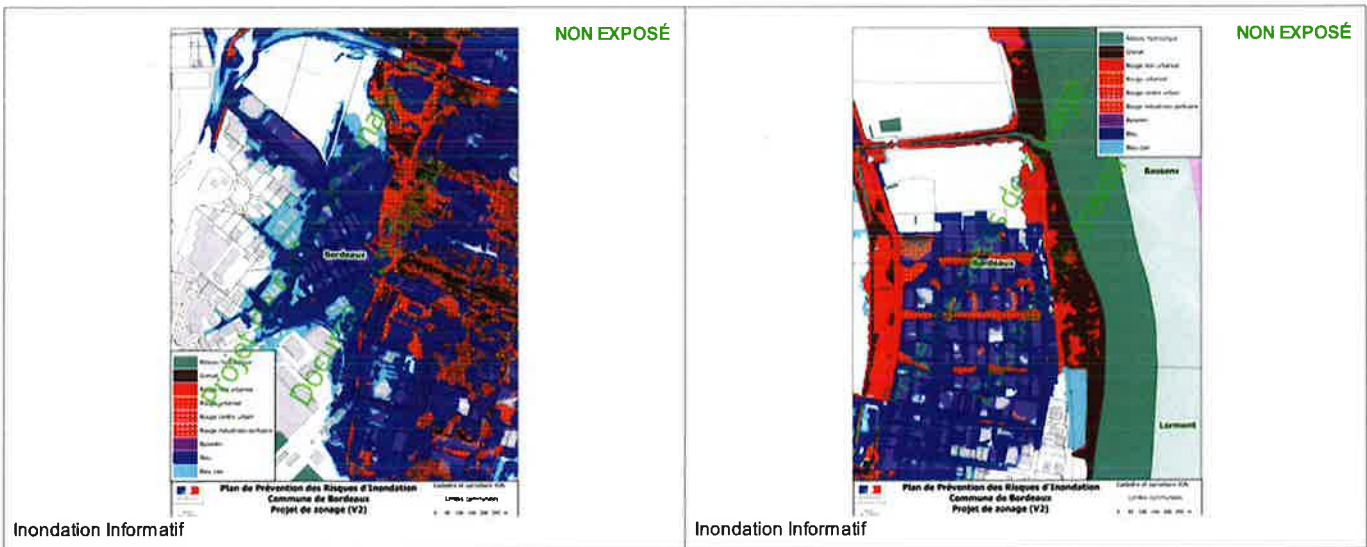
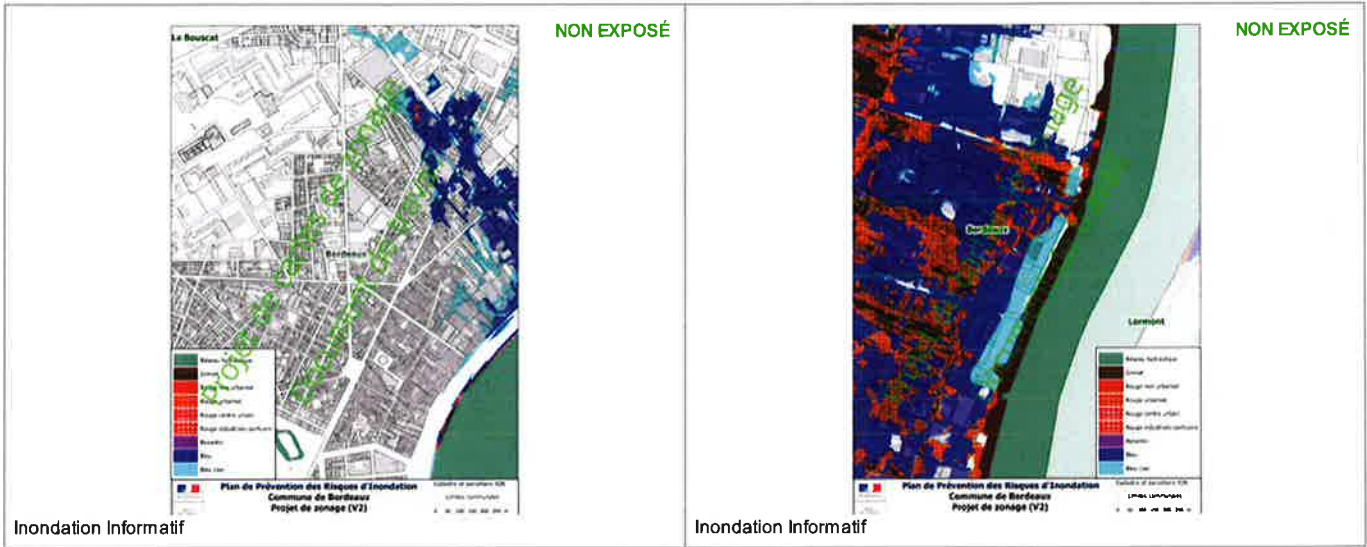
Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé



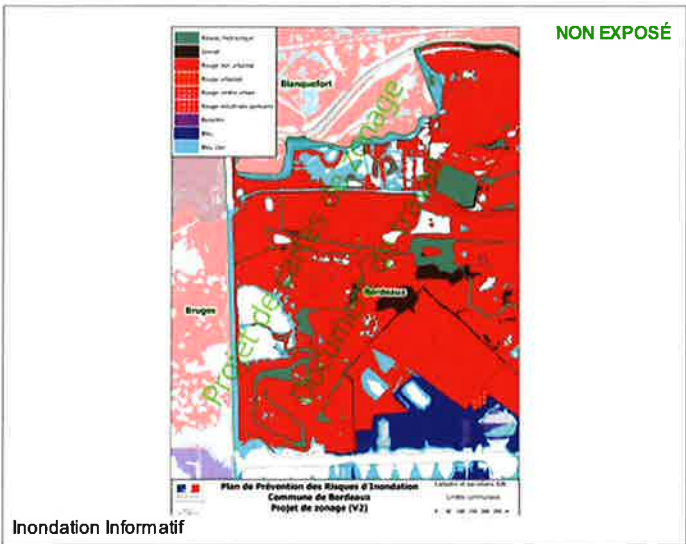
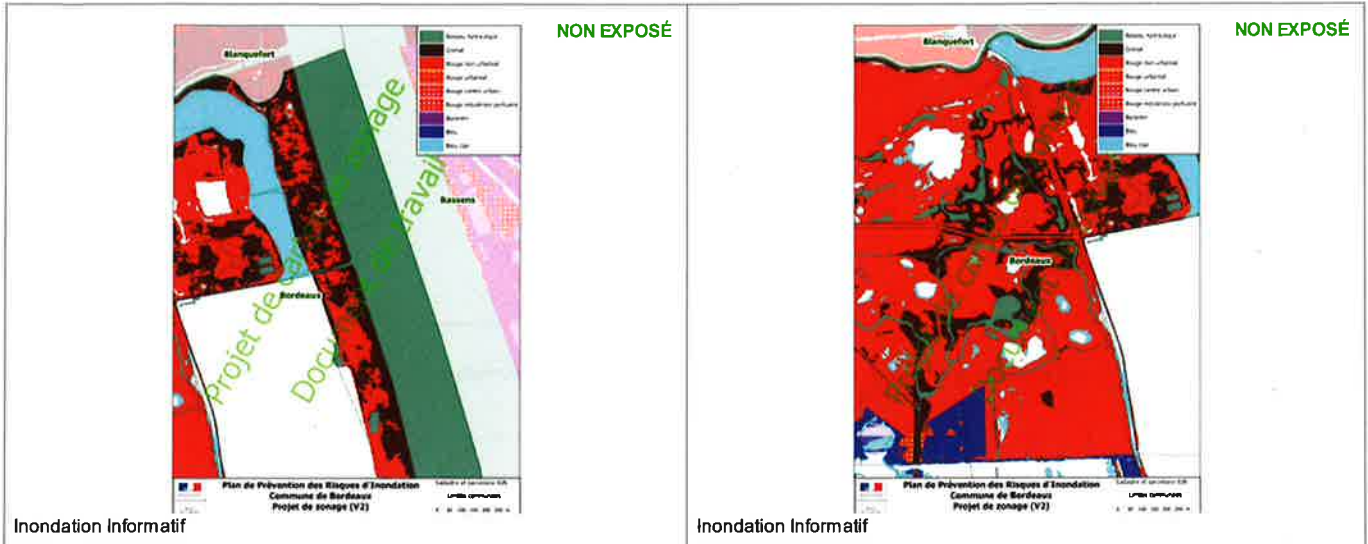
Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé



Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé



Annexes Arrêtés



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bordeaux

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturels,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bordeaux

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Bordeaux n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bordeaux.

1

Annexes

Arrêtés

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
 - M. le Maire de Bassens ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
 - M. le Maire de Bègles ou son représentant,
 - M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
 - M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
 - M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
 - M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
 - M. le Maire de Cenon ou son représentant,
 - M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
 - M. le Maire du Haillan ou son représentant,
 - M. le Maire de Latresne ou son représentant,
 - M. le Maire de Lormont ou son représentant,
 - M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Jean-d'Ilac ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint Louis de Montferand ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
 - M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
 - M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
-
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
 - M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

Annexes

Arrêtés

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIBVAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bordeaux pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Annexes

Arrêtés

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bordeaux, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bordeaux, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI

Annexes Arrêtés



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

SERVICE
INTERMINISTÉRIEL
REGIONAL DE DEFENSE
ET DE PROTECTION
CIVILE
Bureau de
l'Administration Générale

ARRÊTÉ du **07 JUL. 2005**

**ARRETE PORTANT APPROBATION
DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION (P.P.R.I.)
DE LA COMMUNE DE BORDEAUX**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU les dispositions adoptées par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies lors de sa réunion du 23 au 25 mars 2000 à la Haye en ce qui concerne le principe visant la prévention durable des inondations ;
- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 569-9 ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Code de la construction et de l'habitat ;
- VU le Code des assurances et notamment les articles L 125-1 et suivants, liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention ;
- VU la loi n° 87-569 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2001 prescrivant l'élaboration d'un projet de plan de prévention du risque d'inondation sur la commune de BORDEAUX ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2004 prescrivant l'enquête publique préalable à l'approbation de ce projet de plan et portant désignation de Madame Georgette PEJOUX en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU le rapport et les conclusions favorables produits par le commissaire enquêteur le 16 juillet 2004 ;
- VU la consultation du conseil municipal de la commune de BORDEAUX qui s'est prononcé le 7 juin 2004 ;
- VU la consultation de la chambre départementale d'agriculture qui s'est prononcée le 27 mai 2004 ;
- CONSIDERANT la nécessité de délimiter sur le territoire de la commune de BORDEAUX les zones sur lesquelles l'occupation et l'utilisation des sols doivent être contrôlées en raison, d'une part de leur exposition au risque d'inondation, d'autre part de la nécessaire préservation de l'écoulement et du champ d'expansion des crues ainsi que de la protection de l'environnement ;
- CONSIDERANT l'existence de structures de gestion pérennes des digues et protections contre les inondations sur la zone couverte par les PPRI de la zone Bordeaux Sud et Nord, zone dont fait partie la commune de Bordeaux ;
- ATTENDU qu'il convient de doter cette commune d'un plan de prévention des risques d'inondation dans les limites et les dispositions ayant fait l'objet de l'enquête publique, du rapport et des conclusions précités ;
- SUR PROPOSITION du Directeur de Cabinet ;

Annexes

Arrêtés

ARRETE

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque naturel d'inondation de la commune de BORDEAUX est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le plan de prévention ainsi approuvé se compose de deux catégories de documents classés selon qu'ils produisent des effets juridiques sur les droits d'utilisation des sols ou en sont dépourvus :

Les documents à caractère réglementaire déterminant l'utilisation des sols comprennent les pièces suivantes :

- un rapport de présentation établi en l'état des connaissances disponibles et rappelant, en particulier, les caractéristiques des secteurs géographiques visés, la nature des phénomènes naturels pris en compte ainsi que leurs conséquences possibles ;
- un règlement précisant, notamment, sous forme d'interdictions ou d'obligations spécifiques, les dispositions générales ainsi que les dispositions particulières instituées non seulement vis à vis du bâti existant mais aussi vis à vis des projets d'aménagement, d'équipement ou de construction à venir dans les secteurs d'application visés par le plan ;
- une carte annexée au règlement permettant le calcul des cotes de seuil imposées à travers ce règlement « carte n°5 annexée au règlement, dite carte des cotes d'inondation lors de l'aléa centennal et de l'aléa exceptionnel » ;
- une carte de zonage réglementaire établie à l'échelle 1/25 000^{ème} et agrandie au 1/10 000^{ème} destinés à visualiser les secteurs d'application précités et, partant, distinguant :
 - une zone globalement inconstructible (rouge) constituée du champ d'expansion de la crue de référence centennale à préserver
 - une zone urbanisable avec des prescriptions constructives, (zone rouge hachurée bleue) constituée du secteur urbanisé situé sous moins d'1m d'eau en centennal
 - une zone urbanisable avec des prescriptions constructives et des limitations plus importantes pour les établissements les plus sensibles (zone rouge hachurée bleue avec liseré rouge), constituée des parties basses des secteurs urbanisés situés sous moins d'1m d'eau en centennal et sous plus d'1m d'eau en exceptionnel
 - un secteur urbanisable avec prescriptions limitatives pour les établissements les plus sensibles (zone jaune) constituée du secteur urbanisé non inondé en centennal mais inondable en exceptionnel

Les documents à caractère non réglementaire strictement informatifs comprennent les pièces suivantes :

- une carte informative du phénomène naturel à l'échelle 1/25 000^{ème} rendant compte des zones de déplacement et de stockage des eaux lors de la crue de référence centennale avec prise en compte des digues existante telles qu'on pouvait les représenter en 1999 (carte n°1) ;
- une carte informative du phénomène naturel à l'échelle 1/25 000^{ème} montrant les surfaces affectées par l'inondation ; lors de la crue de référence exceptionnelle définie dans le rapport de présentation, avec prise en compte des digues existante telles qu'on pouvait les représenter en 1993 (carte n°2) ;
- une carte des enjeux urbains à l'échelle 1/25 000^{ème} identifiant le degré et la nature de l'urbanisation dans les zones visées par le plan (carte n°3) ;
- une carte de synthèse des zonage réglementaire sur la zone d'étude de cet ensemble de PPRI secteurs Bordeaux Nord et Sud - (carte n°4).

Annexes

Arrêtés

ARTICLE 3 : Réversibilité des prescriptions du PPRI

Le zonage présenté et les prescriptions qui lui sont associées prennent pour acquis permanent la bonne tenue des ouvrages d'endiguement sous la responsabilité de structures pérennes de gestion et d'entretien. S'il tel n'était pas le cas, la constatation de tout manquement important à cet état, conduira à stopper la constructibilité des zones rouges hachurées bleues et rouges hachurées bleues avec liseré rouge, par arrêté préfectoral, en les soumettant au régime des zones inconstructibles (zones rouges). Ainsi tout manquement à ces dispositions se traduisant par des dysfonctionnements avérés et dangereux des endiguements, pourra être constaté par un arrêté préfectoral, qui prescrira, par mesure de précaution, une application immédiate du règlement de la zone rouge sur les zones rouges hachurées bleues concernées.

De plus, un abandon définitif de la gestion des endiguements, étant de nature à changer l'économie générale du plan de prévention du risque inondation, il entraînerait la nécessaire révision de ce dernier.

ARTICLE 4 : Mise à jour des cartes n°5

Les cotes de seuil imposées par le règlement pour tenir compte du risque inondation sont calculées à partir des cotes d'inondation centennales et exceptionnelles, représentées sur les cartes 5, 5a et 5b annexées au règlement de ce PPRI. De nouvelles études hydrauliques fondées entre autres sur des données topographiques plus fines, peuvent améliorer notre connaissance de l'aléa sur certaines parties du territoire couvert par ce PPRI sans changer l'économie générale de celui-ci. Une mise à jour de ces cartes pourra alors être effectuée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 : Révision du PPRI

Le document PPRI est fondé sur la connaissance actuelle des aléas inondations et des enjeux d'urbanisme. Aussi si au moins un de ces éléments devait évoluer de telle manière que l'économie générale du PPRI soit modifiée, ce dernier devra être révisé suivant la même procédure que celle qui a présidé à son élaboration. Ce sera notamment le cas si des modifications significatives sont apportées aux écoulements suite à des travaux de protection des lieux habités ou si une gestion défectueuse des ouvrages d'endiguement remet en cause durablement les conditions de propagation de la crue est constatée.

ARTICLE 6 : Le plan de prévention fera l'objet des mesures de publicité et d'accès ci-après définis :

- Le public sera informé de l'approbation du plan de prévention et de sa mise à disposition par un avis qui fera l'objet des mesures suivantes :
 - une publication de l'avis dans les deux mois suivant la signature du présent arrêté dans les deux journaux régionaux suivants : « Sud-Ouest » et « Le Courrier Français » ;
 - une insertion au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de la Gironde ;
 - un affichage de cet avis à la Préfecture de la Gironde, ainsi qu'à la Mairie de BORDEAUX et par tout autre procédé en usage dans la commune. Le maire certifiera de l'accomplissement de cette mesure, auprès de l'autorité préfectorale.

L'opposabilité du plan interviendra dès l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité prévues ci-dessus.

- Le public dispose d'un droit d'accès au plan de prévention sur place et sur pièces comme suit :
 - le plan est mis à disposition de toute personne souhaitant le consulter dans les services de la mairie, ainsi que de la préfecture de la Gironde 5^{ème} étage (service interministériel régional de défense et de protection civile) aux jours et heures habituelles d'ouverture ;
 - il pourra donner lieu en tant que de besoin et dans la limite des moyens disponibles à toutes reproductions utiles qui feront l'objet des tarifications en vigueur.

ARTICLE 7 : Le plan de prévention fera l'objet des mesures de notification et d'exécution ci-après prescrites :

Le présent arrêté ainsi que le plan de prévention des risques seront notifiés pour exécution chacun en ce qui le concerne au maire de la commune de BORDEAUX, au Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, au directeur régional de l'environnement de la région Aquitaine, au directeur départemental de l'équipement et au chef du service maritime et de navigation de la Gironde.

Annexes

Arrêtés

- Le maire de la commune de BORDEAUX procédera, dès notification, à l'annexion effective des présents arrêté et plan de prévention aux documents d'urbanisme de la commune. Il veillera, dès l'opposabilité du plan, à l'entière conformité avec ce dernier de tous projets d'aménagement, de construction, d'équipement et de travaux qui seront portés à sa connaissance par la voie de la déclaration ou de la demande d'autorisation de réalisation.
- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde s'assurera, avec le concours du directeur départemental de l'équipement, et dans le cadre de sa mission de conseil et de contrôle administratif des collectivités, de l'application des dispositions relatives à la mise à jour des documents d'urbanisme à venir ou existants avec le plan de prévention. La direction départementale de l'équipement rendra compte de l'effectivité des mesures de report du plan précitées ainsi que des difficultés éventuellement rencontrées.
- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde s'assurera, avec le concours des services de l'équipement compétents, et dans le cadre de sa mission de conseil des élus locaux puis du contrôle de légalité des actes administratifs locaux, de la conformité des autorisations d'occupation du sol consenties par l'autorité municipale. La direction départementale de l'équipement rendra compte de l'effectivité des mesures préconisées ainsi que des difficultés éventuellement rencontrées.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté fera en outre l'objet des mesures de diffusion suivantes :

- Copie conforme à l'attention :
 - de Monsieur le Ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques ;
 - de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde ;
 - de Monsieur le Président de la Chambre départementale d'agriculture de la Gironde ;
 - de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- Communication sur demande à toute personne physique ou morale intéressée qui en ferait la demande.

ARTICLE 9 : le plan de prévention des risques ainsi approuvé peut faire l'objet des voies de recours ci-après rappelées :

Toute personne physique ou morale y ayant un intérêt personnel et direct peut former un recours contre le plan de prévention des risques :

- Le demandeur contestant la régularité du plan de prévention des risques peut exercer auprès de l'administration un recours en demande de révision dans les deux mois suivant la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4 du présent arrêté.
 - soit par le biais d'un recours gracieux adressé à l'autorité préfectorale, Esplanade Charles de Gaulle 33077 Bordeaux cedex ;
 - soit par le biais d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, 20 av. de Ségur 75302 PARIS 07 ;
- Le demandeur peut également former un recours contentieux auprès de monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33063 Bordeaux cedex :
 - soit directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois suivant la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4 du présent arrêté ;
 - soit à l'issue de son recours préalable dans les deux mois suivant la réponse négative obtenue de l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Fait à Bordeaux, le

07 JUL. 2005

Le Préfet.

Alain GEHIN

Annexes Arrêtés



PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Service des Procédures Environnementales

ARRÊTÉ DU 21 FEV. 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

CRÉATION DE SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)

Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfet de la Gironde,

Vu le code de l'Environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L. 556-2, L. 125-6, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-5, L. 514-5 et R.125-41 à R.125-47 ;

Vu l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols SIS ;

Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L. 125-6 et L. 125-7 du code de l'Environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

Vu le rapport et les propositions du 15 février 2019 de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu les avis émis par les communes des EPCI entre le 01/02/2018 et le 01/08/2018 ;

Vu l'information des propriétaires concernés par le projet de création de secteurs d'information sur les sols, par courrier préfectoral du 13/07/2018 ;

Vu les observations du public recueillies entre le 05/10/2018 et le 26/10/2018 ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

Considérant que les activités exercées par les sociétés dont les noms figurent sur l'annexe 1, est à l'origine de pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que les communes du département de la Gironde ont été consultées sur les projets de création de Secteurs d'Information des Sols situés sur leur territoire ;

Considérant que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par des projets de création de Secteurs d'Informations des Sols ont été informés ;

Considérant que la consultation du public a été réalisée du 05/10/2018 au 26/10/2018 ;

Considérant que les remarques des communes, des propriétaires et du public ont été prises en compte et qu'elles ne remettent pas en cause les projets de création de Secteur d'Information des Sols ;

Annexes

Arrêtés

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : GÉNÉRALITÉS

Conformément à l'article R. 125-45 du Code de l'environnement, les Secteurs d'Information des Sols suivants sont créés, pour l'Établissement Public de coopération Intercommunale – Bordeaux Métropole :

- Sur la commune de AMBES :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------------------------|
| 33SIS03024 | ELF Ancienne raffinerie d'Ambès |
| 33SIS06244 | FUMISOL |

- Sur la commune de BEGLES :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|-----------------------------|
| 33SIS03003 | Décharge de Begles Hourcade |
| 33SIS03012 | BAIGTS |
| 33SIS03013 | GHE |
| 33SIS03015 | VERRIERS D'AQUITAINE |
| 33SIS06245 | RENAULAC |
| 33SIS06479 | SAIR |

- Sur la commune de BLANQUEFORT :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------|
| 33SIS03027 | WINTERSTEIN A |

Annexes Arrêtés

- Sur la commune de BORDEAUX :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|--|
| 33SIS03028 | ARDEA |
| 33SIS05843 | IMP Saint Joseph |
| 33SIS05844 | Ecole maternelle Lucien Faure |
| 33SIS06208 | CUB Gendarmerie Bastide |
| 33SIS06220 | DOMAINES CORDIER - SHELL |
| 33SIS06221 | LESIEUR |
| 33SIS06223 | Pollution Radium Bassins à Flots |
| 33SIS06227 | Décharge de Labarde |
| 33SIS06233 | SCI VAILLANT-ALDI |
| 33SIS06234 | OXYMETAL |
| 33SIS06236 | CACOLAC |
| 33SIS06243 | LA CORNUBIA |
| 33SIS06264 | ESSO QUAI PALUDATE (STATION SERVICE BRIENNE) |
| 33SIS06305 | TETE NOIRE |
| 33SIS06349 | BORIE-MANOUX |
| 33SIS06365 | LARROUFE Bordeaux |

- Sur la commune de EYSINES :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------------------|
| 33SIS06260 | La Métallisation Générale |

- Sur la commune de GRADIGNAN :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|-----------------------|
| 33SIS06289 | TOTAL, (ex-MOBI, BHV) |

Annexes

Arrêtés

- Sur la commune LE HAILLAN :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------|
| 33SIS06255 | METBACH-BAUER |

- Sur la commune de LORMONT :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|-----------|
| 33SIS06368 | EPCOS |

- Sur la commune de MARTIGNAS SUR JALLE :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|--------------------------------|
| 33SIS06239 | LALANNE - Montaucou |
| 33SIS06254 | GRAVIERES LALANNE - Estigeac |
| 33SIS06285 | TOTAL - Relais ELF Pont du Pas |
| 33SIS06283 | Décharge ABCCD Martignas |
| 33SIS06309 | Décharge VEOLIA Martignas |

- Sur la commune de MERIGNAC :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------------------------|
| 33SIS05850 | DEA de Bordeaux Merignac |
| 33SIS06240 | DORTIGNAC RECUPERATION |
| 33SIS06252 | GARAGE DE L'ETOILE - De LIMA |
| 33SIS06253 | BLANCONNIER |
| 33SIS06273 | Station service SHELL 4 Chemins |
| 33SIS06285 | SNECMA |

Annexes

Arrêtés

- Sur la commune de PESSAC :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|---------------------------|
| 33SIS06242 | MANO (Blanchisserie) |
| 33SIS06274 | BAXI FRANCE |
| 33SIS06279 | TOTAL - Relais des Vignes |

- Sur la commune de SAINT AUBIN DE MEDOC :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|--------------------------------------|
| 33SIS06230 | Ancienne décharge 'Lande de Tournau' |

- Sur la commune de SAINT MÉDARD EN JALLES :

| Identifiant SIS | Nom usuel |
|-----------------|------------------|
| 33SIS06203 | SANITRA-FOURRIER |
| 33SIS06259 | JALL MATIC |

Ces Secteurs d'Informations des Sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 : PUBLICATION

Les secteurs d'information des Sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

ARTICLE 3 : NOTIFICATIONS

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale dont le territoire comprend un ou des Secteurs d'Informations des Sols mentionnés à l'article 1.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article R181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des communes concernées par le présent arrêté et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Annexes

Arrêtés

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai de *quatre mois* à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires et présidents d'EPCI mentionnés à l'article 1, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Bordeaux, le 29 FEV. 2019

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Thierry SUQUET

Annexes Arrêtés



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde
Service Risques et Gestion de Crise
Unité Plans de Prévention des Risques
Naturels Terrestres et Technologiques

Bordeaux, le 23 JUILLET 2019

ARRÊTÉ DU 23 juillet 2019

MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

**LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-2 à L.125-7, articles R.125-23 à R.125-27 et R.563-1 à R.563-8 ;
- VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- VU le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

Cité Administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX CEDEX

Annexes

Arrêtés

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2019 portant sur la localisation de secteurs d'information sur les sols (SIS) sur les communautés de communes de Bordeaux Métropole, du Bazadais, de Blaye, Convergence Garonne, du Créonnais, Médoc Atlantique, Médoc Estuaire, du Sud Gironde, Castillon Pujols, des Coteaux Bordelais, de l'Estuaire, du Fronsadais, du Grand Cubzaguais, du Grand Saint Emilionnais, Jalle Eau Bourde, Latitude Nord Gironde, Medoc Coeur presqu'île, Médullienne, de Montesquieu, du Pays Foyen, des Portes entre Deux Mers, du Réolais en Sud Gironde, Rurales de l'Entre Deux Mers, du Secteur Saint Loubès, du Val de l'Eyre, ainsi que sur les communautés d'agglomération du Libourmais, du Bassin d'Arcachon Nord et du Bassin d'Arcachon Sud ;

VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-108 du 11 décembre 2015 portant création de la commune nouvelle «Val de Virvée» issue de la fusion des communes de Auble et Espessas, de Saint-Antoine et de Salignac ;

VU l'arrêté préfectoral n°33-2016-08-01-001 du 01 août 2016 portant création de la commune nouvelle «Castets et Castillon» issue de la fusion des communes de Castets-en-Dorthe et de Castillon-de-castets ;

VU l'arrêté préfectoral n°33-2016-11-17-001 du 17 novembre 2017 portant création de la commune nouvelle «Margaux-Cantenac» issue de la fusion des communes de Margaux et de Cantenac ;

VU l'arrêté préfectoral n°33-2018-10-01-007 du 01 octobre 2018 portant création de la commune nouvelle «Blaignan-Prignac» issue de la fusion des communes de Blaignan et de Prignac en Médoc ;

VU l'arrêté préfectoral n°33-2018-10-01-008 du 01 octobre 2018 portant création de la commune nouvelle «Val de Livenne» issue de la fusion des communes de Marçillac et de Saint-Caprais-de-Blaye ;

VU l'arrêté préfectoral n°33-2018-10-01-009 du 01 octobre 2018 portant création de la commune nouvelle «Porte de Benauges» issue de la fusion des communes d'Arbis et de Cantois ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2012, et son annexe, fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Considérant que la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs doit faire l'objet d'une mise à jour suite à la fusion de plusieurs communes ;

Considérant que la prise en compte des zones à potentiel radon et les secteurs d'information sur les sols modifie la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1:

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Gironde du 29 octobre 2012.

Annexes

Arrêtés

Article 2 :

Dans le département de la Gironde, la liste des communes pour lesquelles s'applique l'obligation de joindre un état des risques naturels, miniers et technologiques à tout contrat de vente ou de location, est la suivante :

ABZAC, AMBARES et LAGRAVE, AMBES, ANDERNOS les BAINS, ANGLADE, ARBANATS, ARCACHON, ARCINS, ARES, ARSAC, ARTIGUES PRES BORDEAUX, Les ARTIGUES de LUSSAC, ARVEYRES, ASQUES, AUDENGE, AVENSAN, AYGUEMORTES les GRAVES, BAGAS, BARIE, BARON, BARSAC, BASSANNE, BASSENS, BAURECH, BAYAS, BAYON SUR GIRONDE, BEAUTIRAN, BEGADAN, BEGLES, BEGUEY, BELIN-, BELIET, BERSON, BEYCHAC ET CAILLAU, BIGANOS, Les BILLAUX, BLAIGNAC, BLAIGNAN- PRIGNAC, BLANQUEFORT, BLAYE, BLESIGNAC, BONNETAN, BONZAC, BORDEAUX, BOULIAC, BOURDELLES, BOURG, Le BOUSCAT, BRANNE, BRAUD et SAINT LOUIS, La BREDE, BRUGES, CABANAC et VILLAGRAINS, CABARA, CADARSAC, CADAUJAC, CADILLAC, CADILLAC en FRONSADAIS, CAMARSAC, CAMBES, CAMBLANES et MEYNAC, CAMIAC et SAINT DENIS, CAMIRAN, CAMPS SUR L'ISLE, CAMPUGNAN, CANEJAN, CAPIAN, CAPTIEUX, CARBON BLANC, CARCANS, CARIGNAN de BORDEAUX, CARS, CARTELEGUE, CASSEUIL, CASTELNAU de MEDOC, CASTETS et CASTILLON, CASTILLON la BATAILLE, CASTRES-GIRONDE, CAUDROT, CAVIGNAC, CENAC, CENON, CERONS, CESTAS, CEZAC, CHAMADELLE, CISSAC – MEDOC, CIVRAC de BLAYE, CIVRAC sur DORDOGNE, CIVRAC en MEDOC, COMPS, COUQUEQUES, COURS DE MONSEGUR, COUTRAS, COUTURES, CREON, CROIGNON, CUBNEZAI, CUBZAC LES PONTS, CURSAN, CUSSAC FORT MEDOC, DAIGNAC, DARDENAC, DIEULIVOL, DONNEZAC, Les EGLISOTTES et CHALAURES, ESPIET, Les ESSEINTES, ETAULIERS, EYNESSE, EYRANS, EYSINES, FALEYRAS, FARGUES SAINT HILAIRE, Le FIEU, FLAUJAGUES, FLOIRAC, FLOUDES, FONTET, FOURS, FRONSAC, GAILLAN en MEDOC, GALGON, GAURIAC, GAURIAGUET, GENERAC, GENISSAC, GIRONDE SUR DROPT, GOURS, GRADIGNAN, GRAYAN et L'HOPITAL, GREZILLAC, GUILLAC, GUILLOS, GUÏTRES, GUJAN-MESTRAS, Le HAILLAN, HAUX, HOSTENS, HOURTIN, HURE, ISLE SAINT GEORGES, IZON, JAU-, DIGNAC et LOIRAC, JULLAC, LABARDE, LACANAU, LAGORCE, LALANDE DE POMEROL, LAMARQUE, LAMOTHE LANDERRON, La LANDE DE FRONSAC, LANDERROUET SUR SEGUR, LANGOIRAN, LANGON, LANSAC, LANTON, LAPOUYADE, LARUSCADE, LATRESNE, LEGE CAP FERRET, LEOGEATS, LEOGNAN, LESPARRE MEDOC, LESTIAC SUR GARONNE, LIBOURNE, LIGNAN de BORDEAUX, LORMONT, LOUBENS, LOUPES, LOUPIAC, LOUPIAC de la REOLE, LUDON-MEDOC, LUGAIGNAC, LUGON et L'ILE du CARNEY, LUSSAC, MACAU, MADIRAC, MARANSIN, MARCENAI, MARGAUX-CANTENAC, MARIONS, MARSAS, MARTIGNAS SUR JALLE, MARTILLAC, MAZION, MERIGNAC, MESTERRIEUX, MIOS, MOMBRIER, MONGAUZY, MONSEGUR, MONTAGNE, MONTAGOUIN, MONTUSSAN, MORIZES, MOUILLAC, MOULIETS et VILLEMARTIN, MOULIS EN MEDOC, MOULON, NAUJAC SUR MER, NEAC, NERIGEAN, NEUFFONS, ORDONNAC, PAILLET, PAREMPUYRE, PAUILLAC, Les PEINTURES, PELLEGRUE, PERISSAC, PESSAC, PESSAC SUR DORDOGNE, PETIT PALAIS et CORNEMPS, PEUJARD, LE PIAN MEDOC, LE PIAN-SUR-GARONNE, PINEUILH, PLASSAC, PLEINE SELVE, PODENSAC, POMEROL, POMPIGNAC, PONDAURAT, PORCHERES, Le PORGE, PORTETS, Le POUT, PREIGNAC, PRIGNAC et MARCAMP, PUGNAC, PUJOLS SUR CIRON, LE PUY, PUYBARBAN, QUEYRAC, QUINSAC, RAUZAN, REIGNAC, La REOLE, RIMONS, RIONS, La RIVIERE, ROQUEBRUNE, SABLONS, SADIRAC, SAILLANS, SAINT AIGNAN, SAINT ANDRE de CUBZAC, SAINT ANDRE ET APPELLES, SAINT ANDRONY, SAINT ANTOINE SUR L'ISLE, SAINT AUBIN de BLAYE, SAINT AUBIN de BRANNE, SAINT AUBIN de MEDOC, SAINT AVIT de SOULEGE, SAINT AVIT SAINT NAZAIRE, SAINT CAPRAIS DE BORDEAUX, SAINT CHRISTOLY DE BLAYE, SAINT CHRISTOLY DE MEDOC, SAINT CHRISTOPHE DE DOUBLE, SAINT CHRISTOPHE DES BARDES, SAINT CIERS d'ABZAC, SAINT CIERS de CANESSE, SAINT CIERS SUR GIRONDE, SAINT DENIS de PILE, SAINT EMILION, SAINT ESTEPHE, SAINT GENES de BLAYE, SAINT GENES de FRONSAC, SAINT GENES de LOMBAUD, SAINT GERMAIN d'ESTEUIL, SAINT GERMAIN du PUCH, SAINT GERMAIN de la RIVIERE, SAINT GERVAIS, SAINT GIRONS d'AIGUEVIVES, SAINT HIPPOLYTE, SAINT JEAN d'ILLAC, SAINT JEAN de BLAIGNAC, SAINT JULIEN BEYCHEVELLE, SAINT LAURENT d'ARCE, SAINT LAURENT des COMBES, SAINT LAURENT MEDOC, SAINT LEON, SAINT LOUBERT, SAINT LOUBES, SAINT LOUIS de MONTFERRAND, SAINT MACAIRE, SAINT MAGNE de CASTILLON, SAINT MAIXANT, SAINT

Annexes

Arrêtés

MARIENS, SAINT MARTIN de LAYE, SAINT MARTIN de LERM, SAINT MARTIN de SESCAS, SAINT MARTIN du BOIS, SAINT MARTIN LACAUSSE, SAINT MEDARD d'EYRANS, SAINT MEDARD de GUIZIERES, SAINT MEDARD en JALLES, SAINT MICHEL DE FRONSAC, SAINT PALAIS, SAINT PARDON de CONQUES, SAINT PAUL, SAINT PEY d'ARMENS, SAINT PEY de CASTETS, SAINT PIERRE d'AURILLAC, SAINT PIERRE de MONS, SAINT QUENTIN de BARON, SAINT ROMAIN la VIRVEE, SAINT SAUVEUR, SAINT SAUVEUR de PUYNORMAND, SAINT SAVIN, SAINT SEURIN de BOURG, SAINT SEURIN de CADOURNE, SAINT SEURIN de CURSAC, SAINT SEURIN SUR L'ISLE, SAINT SULPICE de FALEYRENS, SAINT SULPICE de GUILLERAGUES, SAINT SULPICE et CAMEYRAC, SAINT TROJAN, SAINT VINCENT de PAUL, SAINT VINCENT de PERTIGNAS, SAINT VIVIEN de BLAYE, SAINT VIVIEN de MEDOC, SAINT YZAN de SOUDIAC, SAINT YZANS de MEDOC, SAINTE CROIX du MONT, SAINTE EULALIE, SAINTE FLORENCE, SAINTE FOY la GRANDE, SAINTE HELENE, SAINTE TERRE, SALLEBOEUF, SAMONAC, SAUGON, SAUMOS, La SAUVE, SAVIGNAC de L'ISLE, SOULAC SUR MER, SOUSSANS, TABANAC, Le TAILLAN MEDOC, TAILLECAVAT, TALAIS, TALENCE, TARGON, TARNES, TAURIAC, Le TEICH, Le TEMPLE, La TESTE DE BUCH, TEUILLAC, TIZAC de CURTON, TIZAC de LAPOUYADE, TOULENNE, Le TOURNE, TRESSES, VALEYRAC, VAL-de- LIVENNE, VAL DE VIRVEE, VAYRES, VENDAYS MONTALIVET, VENSAC, VERAC, VERDELAIS, Le VERDON SUR MER, VERTHEUIL, VIGNONET, VILLANDRAUT, VILLEGOUGE, VILLENAVE d'ORNON, VILLENEUVE, VIRELADE, VIRSAC, YVRAC.

Le détail des risques par commune fait l'objet d'un arrêté spécifique fixant la liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à l'ensemble des maires du département de la Gironde et à la chambre départementale des notaires. Il sera affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département, mentionné dans un journal local et accessible sur le site Internet des services de la préfecture (<http://www.gironde.gouv.fr>).

Article 4 :

En application des dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Gironde, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) et Mesdames et Messieurs les maires du département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

La Préfète



Fabienne BUCCIO

Cité Administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX CEDEX

Annexes Arrêtés



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde
Service Risques et Gestions de Crise
Unité Plans de Prévention des Risques
Naturels Terrestres et Technologique

Bordeaux, le **23 JUIL. 2019**

ARRÊTÉ DU 23 juillet 2019

**FIXANT LA LISTE DES RISQUES ET DES DOCUMENTS A PRENDRE EN COMPTE POUR
L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS
SUR LES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

**LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-2 à L.125-7, articles R.125-23 à R.125-27 et R.563-1 à R.563-8 ;
- VU le décret n° 201 0-1 254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Annexes

Arrêtés

VU le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2019 portant sur la localisation de secteurs d'information sur les sols (SIS) sur les communautés de communes de Bordeaux Métropole, du Bazadais, de Blaye, Convergence Garonne, du Créonnais, Médoc Atlantique, Médoc Estuaire, du Sud Gironde, Castillon Pujols, des Coteaux Bordelais, de l'Estuaire, du Fronsadais, du Grand Cubzaguais, du Grand Saint Emillionnais, Jalle Eau Bourde, Latitude Nord Gironde, Medoc Coeur presqu'île, Médullienne, de Montesquieu, du Pays Foyen, des Portes entre Deux Mers, du Réolais en Sud Gironde, Rurales de l'Entre Deux Mers, du Secteur Saint Loubès, du Val de l'Eyre, ainsi que sur les communautés d'agglomération du Libournaise, du Bassin d'Arcachon Nord et du Bassin d'Arcachon Sud ;

VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2012, et son annexe, fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral du _____ fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Gironde ;

Considérant que l'évolution des champs de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs nécessite de mettre à jour la liste des documents par commune ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1 :

Le présent arrêté abroge les 364 arrêtés (un par commune) fixant la liste des risques naturels, miniers et technologiques majeurs sur les communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers des 20 novembre 2012 et 19 décembre 2013 .
La liste des arrêtés abrogés se trouve en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune d' **Abzac** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 3 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune d' **Ambarès et Lagrave** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Annexes

Arrêtés

Article 35 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Biganos** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 36 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Les Billaux** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 37 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Blaignac** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 38 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Blaigna-Prignac** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 39 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Blanquefort** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 40 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Blaye** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 41 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Blésignac** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 42 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Bonnetan** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 43 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Bonzac** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 44 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Bordeaux** est fixée dans la fiche synthétique d'informations sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs annexée au présent arrêté.

Article 45 :

La liste des risques et des documents à prendre en compte pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de **Bouillac** est fixée dans la fiche synthétique

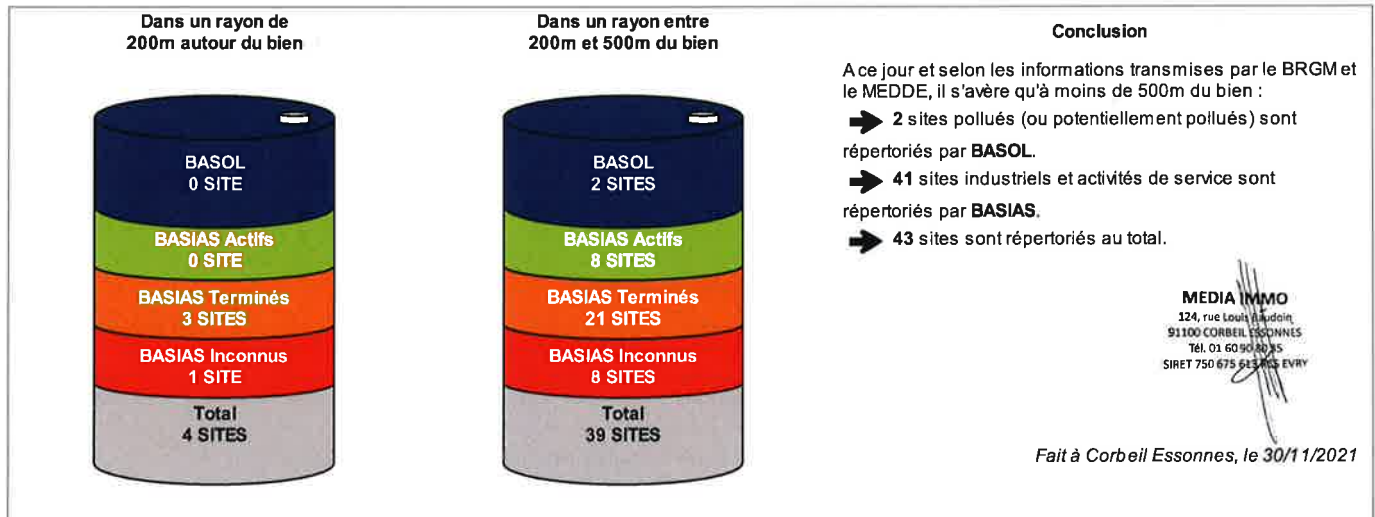
Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



| | |
|----------------------------------|-------------------|
| Réalisé en commande** par | Media Immo |
| Pour le compte de | ATLANTIC CONTROLE |
| Numéro de dossier | WL10F19AR |
| Date de réalisation | 30/11/2021 |

| | |
|-----------------------------|--|
| Localisation du bien | rue Carle Vernet 33000 BORDEAUX |
| Section cadastrale | BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227 |
| Altitude | 5m |
| Données GPS | Latitude 44.821005 - Longitude -0.549847 |

| | |
|-----------------------------------|--------------------------------|
| Désignation du vendeur | SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE |
| Désignation de l'acquéreur | |



* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
 (gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

| SOMMAIRE |
|--|
| Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols |
| Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ? |
| Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien |
| Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés |

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Qui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : **BA**se de données d'**A**nciens **S**ites Industriels et **A**ctivités de **S**ervice, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à **l'échelle cadastrale**.

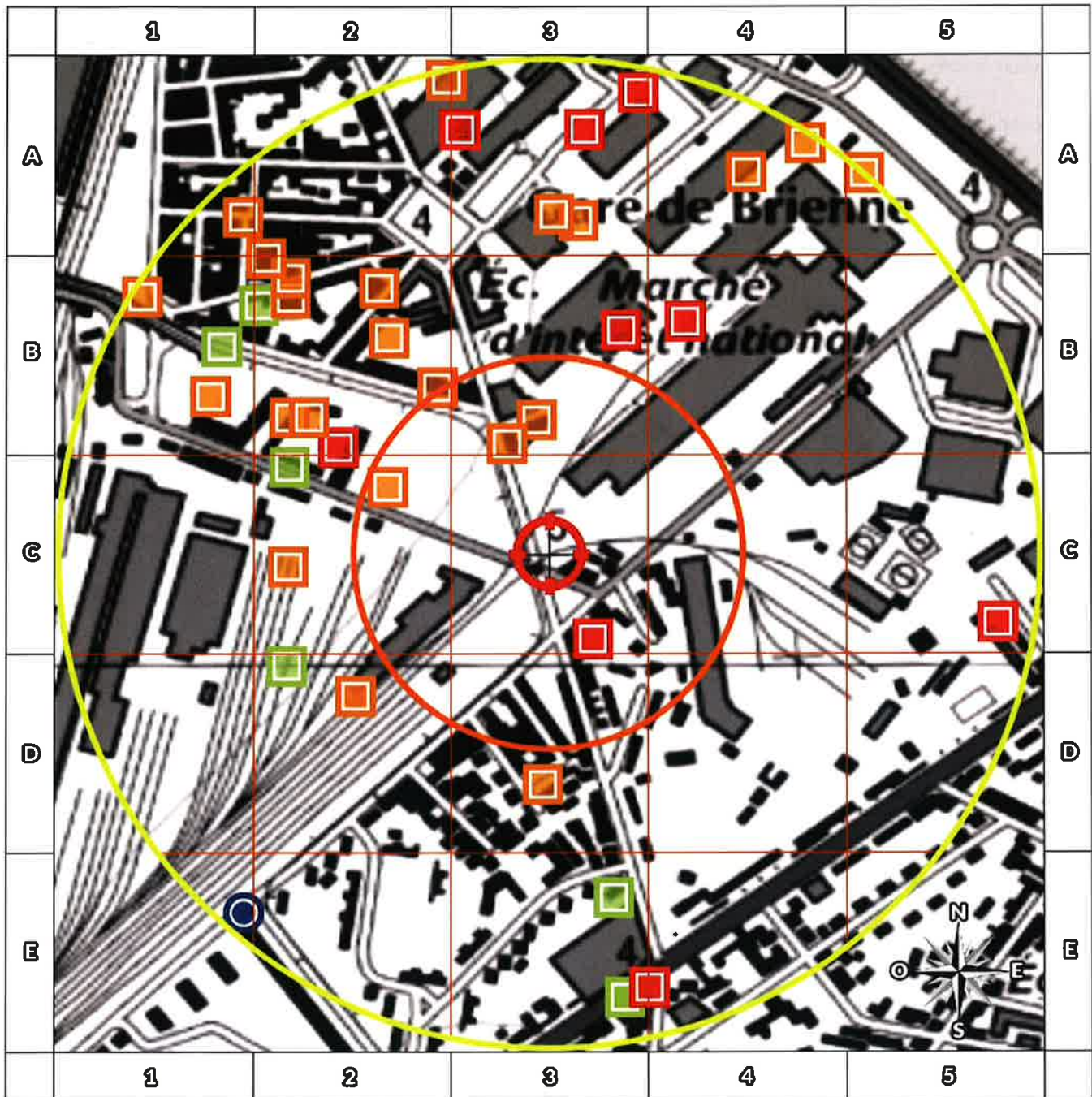
Qu'est-ce qu'un site pollué ?








Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, **dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution**, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)

Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien



-  BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Emplacement du bien
-  Zone de 200m autour du bien
-  Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos   et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

| Repère | Nom | Activité des sites situés à moins de 200m | Adresse | Distance (Environ) |
|-----------|-------------------------|--|---------------------------------|--------------------|
| C3 | LAFLEUR - TERMITES | Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis... | 50 rue Carle Vernet BORDEAUX | 97 m |
| B3 | Ste Ader et Cie | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 22bis Rue du Beck BORDEAUX | 118 m |
| B3 | Sté Garnier et Galandat | Fonderie d'autres métaux non ferreux | 24 Rue du Beck BORDEAUX | 135 m |
| C2 | Teysonneau et Cie | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 44 rue d'Armagnac BORDEAUX | 175 m |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Adresse | Distance (Environ) |
|-----------|--|--|---|--------------------|
| B2 | DUBOE Jean | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 33 rue Eugène Delacroix BORDEAUX | 201 m |
| D3 | ALARY, GUILHEM et Cie | Fabrication de gaz industriels | 17 rue du Fuits Des-Cazeaux BORDEAUX | 232 m |
| B3 | Compagnie des Produits Résineux | Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a. | 39, rue Pantevigne BORDEAUX | 235 m |
| B2 | J. LAFITTE | Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | Rue Sarrette et rue d'Armagnac BORDEAUX | 237 m |
| D2 | Cie des Chemins de Fer du Midi Gare de Bordeaux St Jean | Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis... | BORDEAUX | 242 m |
| D2 | Sté BOUSSOIS, SOUCHON, NEUVESEL (BSN) | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenterie (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | 209 bd Jean Jacques Bosc BORDEAUX | 242 m |
| C2 | CHESNEL | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 143 rue de Befé BORDEAUX | 263 m |
| B2 | Verrerie Berland et Barrette | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenterie (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | Rue Sarrette BORDEAUX | 269 m |
| B4 | CONSUMMATEURS DU PETROLE S.A les Gare de Bordeaux Brienne (ligne Bdx/Sète) | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | BORDEAUX | 271 m |
| C2 | MARCHE D'INTERET NATIONAL | Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...) | Quai de Paludate BORDEAUX | 276 m |
| B2 | SA l'Asphalte, Sté Pavage et Asphalte du Sud-Ouest | Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai | 8 rue Sarrette BORDEAUX | 277 m |
| D2 | ENERGIE MIDI PYRENEES "DEMARTOP" | Fabrication, réparation et recharge de piles et d'accumulateurs électriques | 223, bd Jean Jacques Bosc BORDEAUX | 287 m |
| B2 | Saux Père | Fabrication de matériels de transport n.c.a. | angle de la rue d'Armagnac et de la rue Sarrette BORDEAUX | 295 m |
| B2 | CAZAUX | Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) | entre la rue Roulet et la rue Guelte BORDEAUX | 316 m |
| A3 | Alfred Dubois | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 22 Rue du Beck BORDEAUX | 335 m |
| A3 | Loude Frères | Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a. | 1 à 25, rue Pantevigne BORDEAUX | 340 m |
| E3 | Sté GRIGOLETTO | Génie civil, construction d'ouvrage, de bâtiment, (couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage) | 74? rue Léon Pallière BORDEAUX | 353 m |
| B2 | DULANT et Cie | Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) | Entre les rues Roulet et E. Delacroix BORDEAUX | 366 m |
| B1 | Moreau et Cie | Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945) | rue d'Armagnac BORDEAUX | 376 m |
| B2 | MASSIEU Ferre | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | Rue Roulet BORDEAUX | 380 m |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Adresse | Distance (Environ) |
|--------|---------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------|
| B2 | Verrerie DOMEQ DOMEQ THERMEDOC | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | 11 Rue Eugène Delacroix BORDEAUX | 384 m |
| B1 | MARLY Frères | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | 24, rue des Terres de Bordes BORDEAUX | 390 m |
| B2 | DUBOE | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure | 10 bis au 14, rue Rouillet BORDEAUX | 411 m |
| A3 | DARBINS | Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic, | Rue de la Seiglière BORDEAUX | 426 m |
| A4 | SA FOURES | Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures) | Rue de la Seiglière BORDEAUX | 431 m |
| A3 | Sté OXYMETAL | Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2) | 19 PLACE FERDINAND BUISSON BORDEAUX | 434 m |
| E4 | Sté ESSO . SAF. ESSO | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferraille, casse auto...) | 238 Bd J.J Bose BORDEAUX BORDEAUX | 448 m |
| E3 | IMPRIMERIE PARROU | Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...) | 113, rue Léon Pallière BORDEAUX | 453 m |
| | THYSSEN FRANCE S.A. | Fabrication d'éléments en métal pour la construction (portes, poutres, grillage, treillage...) | 113? rue Léon Pallière BORDEAUX | 453 m |
| E3 | WALKER FRANCE S.A. | Commerce d'équipements automobiles | 113 bis, rue Léon Pallière BORDEAUX | 453 m |
| A1 | Dutaut et Cie | Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a., Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 14 rue de l'Abesse BORDEAUX | 458 m |
| C5 | Mr Gaston Tainturier | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | Bld J. Jacques Bosc BORDEAUX | 459 m |
| A3 | Sté Commerciale Lambert Ricière | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 18 Rue de la Seiglière BORDEAUX | 472 m |
| E1 | OXYMETAL | | 178 rue Carle Vernet BP 53 BORDEAUX | 475 m |
| E1 | OXYMETAL | | 178 rue Carle Vernet BP 53 BORDEAUX | 475 m |
| B1 | CONQUERET | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 44, rue du Pont de Guit BORDEAUX | 484 m |
| A2 | LAGROLET | Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a., Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants | rue de Saigon BORDEAUX | 486 m |
| A4 | NOUGAROet Cie | Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai | 104, quai de Paludate BORDEAUX | 487 m |
| A5 | Sté des Forges Modernes, HESSEL | Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres, Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) | 106/107, quai de Paludate BORDEAUX | 497 m |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|------------------|--|--------------------------------|
| Barbault Charles | | 18 rue Alfred Daney BORDEAUX |
| Laiterie | Fabrication de produits laitiers (y compris glaces et sorbets) | 39 chemin d'Arès BORDEAUX |
| Lamarre | Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures) | 3 rue de l'Archeveché BORDEAUX |
| Serres | Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'HR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons | 44 rue d'Aquitaine BORDEAUX |
| Guerin Fils | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 7 rue d'Aquitaine BORDEAUX |
| Gannet Joseph | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 309 rue d'Arès BORDEAUX |
| Bagat A. | | 141 Rue d'Arès BORDEAUX |
| V Illeuve Henri | Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...) | 92 rue d'Arès BORDEAUX |
| Delpont Jacques | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres) | 72 rue d'Arès BORDEAUX |
| Hutrel | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | 49 rue d'Arès BORDEAUX |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|---|---|--|
| M.J.B. Soudee et Cie | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 54-56 rue d'Arès BORDEAUX |
| Fastenaekels André | Garages, ateliers, mécanique et soudure | 58 rue d'Arès BORDEAUX |
| J.Fontanilles et Okle | Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) | 201 Route de Bayonne BORDEAUX |
| Brun Fils | Fabrication de produits azotés et d'engrais | 131 Route de Bayonne BORDEAUX |
| Monserviez | Fonderie d'autres métaux non ferreux | 33-35-37 Bld de Bègles BORDEAUX |
| Aletigé | Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai | 60 Rue Bonafoux BORDEAUX |
| Bertrand Gaston | | 48 Quai de Bourgogne BORDEAUX |
| MERLE Hugues | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | Chemin d'Ares BORDEAUX |
| VERRE M. | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | Chemin d'Arès BORDEAUX |
| JULIEN Mme | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | Chemin d'Arès BORDEAUX |
| THERINGOT Léon Parc des sports | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | avenue de la côte d'argent BORDEAUX |
| ETABLISSEMENTS LUX Sté des | Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...) | 10 avenue de la côte d'argent BORDEAUX |
| VIGNES Mr | Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945),Fabrication de produits azotés et d'engrais | rue la Désirade BORDEAUX |
| MONTBLANC Edouard | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 82 avenue de la Mairie à Caudéran BORDEAUX |
| MESSAGERIES MARITIMES | Construction navale,Mécanique industrielle | BORDEAUX |
| RHUMS PURS (Sté des) | Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs | 17 cours des messageries BORDEAUX |
| COLIN BARBE et Cie | Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs | 22 cours des messageries maritimes BORDEAUX |
| FAUX Mr | Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...) | Impasse Michel BORDEAUX |
| HANAFFIER et cie | Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs | 10 impasse Michel BORDEAUX |
| MOREAU | Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai | Chemin de Quadrille BORDEAUX |
| sté Civile des Marais de Bordeaux Mr Dufraq | Fabrication de produits azotés et d'engrais | Lieu dit L'echoppe, propriété des Aubins BORDEAUX |
| Mr CREBESSAC | Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique | 131 route d' Espagne BORDEAUX |
| Dumas | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 12 rue Jansan BORDEAUX |
| Mr Fayant | Ennoblement textile (teinture, impression,...) | 9 rue du Jardin des Plantes BORDEAUX |
| Mr Romain MALLES Fils et Frère | Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a. | 122, 124 cours du Jardin Public BORDEAUX |
| LONGUEVILLE | Fabrication de ciment, chaux et plâtre (centrale à béton, ...).Ennoblement textile (teinture, impression,...) | 27 rue des Incurables BORDEAUX |
| CHEVALIER et ARNAUD, FLEURY | Fonderie | 118/120, du du Pont Long BORDEAUX |
| MOREAU Frère | Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (huile végétale et animale, y compris fonderie de suif), hors huile minérale (Voir C19.20Z) | 54/56, du Pont Long BORDEAUX |
| PERIE et BELLAMY | Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres,Fonderie d'autres métaux non ferreux | 45, rue du Pont Long BORDEAUX |
| LARON | Ennoblement textile (teinture, impression,...) | 20, rue du Pont Long BORDEAUX |
| ARGONNE IMPRESSION | Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...) | BORDEAUX |
| COUSTEAU et Fils | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | BORDEAUX |
| Garage du Palais | Garages, ateliers, mécanique et soudure | BORDEAUX |
| VEYSSIER | Fabrication, fusion, dépôt de goudron, bitume, asphalte, brai | Impasse de la Paix BORDEAUX |
| POULIN | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 45, rue de la Pépinière BORDEAUX |
| BASSIE et Fils | Fonderie d'autres métaux non ferreux | 128, Chemin de Saint Genès BORDEAUX |
| Fonderie | Fonderie d'autres métaux non ferreux | 185/187, route d'Espagne BORDEAUX |
| Pierre Labecot puis Pierre Marsan | Fabrication d'éléments en métal pour la construction (portes, poutres, grillage, treillage...) | 5, rue Réglaide BORDEAUX |
| Sté d'Eclairage et de Chauffage par le gaz | Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z | Pace du Repos BORDEAUX |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|-------------------------------|--|---|
| FAUGERON Joseph | Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton | Place du Repos BORDEAUX |
| BLANDINIÈRE | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 19, rue Terrade BORDEAUX |
| BERARD, SERTIN | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 22, rue Terrade BORDEAUX |
| Sté Française des Pétroles BP | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 323 bis, avenue de Thiviers BORDEAUX |
| COUTURES Frères | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenterie (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | Impasse Thouret BORDEAUX |
| RECALT | Fonderie | 11, rue des 3 canards BORDEAUX |
| BORD | Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...) | 24, rue des Tuilles BORDEAUX |
| Robert FERRIERE | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 13 quai Ste Coix BORDEAUX |
| BONIN Aîné | Construction de réseaux et de lignes (électrique, isolation, eau, gaz, plomberie).Autres industries manufacturières | 11 rue Caudillac BORDEAUX |
| DUCOS - FRIOLEAU et MINOU | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 35 rue Ste Croix BORDEAUX |
| LEBEFAUDE NEVEU et Cie | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 41/42 rue Ste Croix BORDEAUX |
| FAURE Jules et Cie | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 55 rue Ste Croix BORDEAUX |
| ABRIBAT | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 57/59/61 rue Ste Croix BORDEAUX |
| ABRIBAT | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 82 rue Ste Croix BORDEAUX |
| DUMAS | Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires | 101 rue Ste Croix BORDEAUX |
| BAOUDIN et COUSIN | Chaudronnerie, tonnellerie | 75/77/79 rue Ste Croix BORDEAUX |
| Ets Henri Hamelle | Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huile minérales | 86 rue Ste Croix BORDEAUX |
| J. LABAYLE et Cie | Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) | 82 rue Ste Croix BORDEAUX |
| GUET et BONNEFOND | Chaudronnerie, tonnellerie | Place Ste Croix BORDEAUX |
| CLAVERIE | Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | 53 rue St Bruno BORDEAUX |
| REDON | Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton, Fabrication et/ou stockage de pesticides et d'autres produits agrochimiques (phytosanitaires, fongicides, insecticides, ...) | 66 rue St Bruno et Bonafoux BORDEAUX |
| Victor GAYE | Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | 105 rue St Bruno BORDEAUX |
| BERTON | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenterie (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | 11 rue St Bruno BORDEAUX |
| LABATHIE | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 124 rue St Bruno BORDEAUX |
| BOIRON | Fonderie | 46 rue St Charles BORDEAUX |
| ROUSSEAU | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | 61 rue St Claude BORDEAUX |
| Chaumette Lapouze | Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues) | Rue St Claude BORDEAUX |
| MICHON | Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenterie (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche) | Rue St Claude BORDEAUX |
| | Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums | 49 rue St Claude BORDEAUX |
| Pierre CLAVERIE | Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | 74 rue St Claude BORDEAUX |
| LABANERE | Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums | 53 rue St Claude BORDEAUX |
| DOUCE et Père | Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage, ...) | 97 rue St Claude BORDEAUX |
| NOËL | Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique | 22/24 chemin St Genès BORDEAUX |
| LECOY | Sciage, rabotage, imprégnation du bois ou application de vernis... | 99 chemin de St Genès BORDEAUX |
| FRAGNEAU | Fabrication d'autres machines-outils (à préciser) | 170 chemin de St Genès BORDEAUX |
| FRAGNEAU | Fabrication d'autres machines-outils (à préciser) | 7 chemin de St Genès BORDEAUX |
| TARDIF | Traitement et revêtement des métaux ; usinage ; mécanique générale | 18/20 rue St Esprit BORDEAUX |
| NEGRE (1903), RECALT (1866) | Fonderie | 30 rue Ste Eulalie BORDEAUX |
| DESCLAUX | Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic, | 3 rue St Thibaot BORDEAUX |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|---|---|--|
| BILLAUD | Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...) | 81 rue Ste Sophie BORDEAUX |
| MOUQUET | Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales (huile végétale et animale, y compris fonderie de suif), hors huile minérale (Voir C19.20Z) | 4 rue Saubat BORDEAUX |
| VEREBIZIER, FRAGNEAU, PAUL | Fonderie, Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche), Fabrication d'autres machines d'usage général (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission) | 56 rue Saubat BORDEAUX |
| Ernie BRUN | Fabrication de produits azotés et d'engrais | 70 rue Saubat BORDEAUX |
| Brun Fils Ainé | Fabrication de produits azotés et d'engrais | 131 route de Bayonne BORDEAUX |
| PERNISOL | Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...) | 44 rue Sollers - CANDERAN BORDEAUX |
| Sven Gröndahl | Entreposage et stockage frigorifique ou non et manutention | BORDEAUX |
| COUPRIE - CAISSE D'EPARGNE | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | BORDEAUX |
| LANGUILLON LUCIEN ET MARTIN RAYMOND | Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 47 rue Langlois BORDEAUX |
| CHEDEZ | Fonderie d'autres métaux non ferreux | rue Lynet ? BORDEAUX |
| SPEEDY ex CONTRAS Raymond | Garages, ateliers, mécanique et soudure, Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...) | 31-33 bd Antoine Gautier / 6 rue Cesta BORDEAUX |
| RAFFINERIE FRANCAISE | Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huile minérales | BORDEAUX |
| GARDE LOUIS Mr | Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure | 27 rue DELURBE BORDEAUX |
| Mrs DUPEZANT, GAUSSIN, MILLAC, REDON, BONNET ET JANIEU | Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945) | Ld Jean Double BORDEAUX |
| Cie Industrielle des Procédés Raoul Pctit SA fondée en 1880 | Compression, réfrigération | BORDEAUX |
| SHELL Quai de la Souys SHELL Quai de la Souys | Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huile minérales | BORDEAUX |

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



| | |
|-----------------------------------|--|
| Réalisé en commande** par | Media Immo |
| Pour le compte de | ATLANTIC CONTROLE |
| Numéro de dossier | WL10F19AR |
| Date de réalisation | 30/11/2021 |
| Localisation du bien | rue Carle Vemet 33000 BORDEAUX |
| Section cadastrale | BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227 |
| Altitude | 5m |
| Données GPS | Latitude 44.821005 - Longitude -0.549847 |
| Désignation du vendeur | SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE |
| Désignation de l'acquéreur | |

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

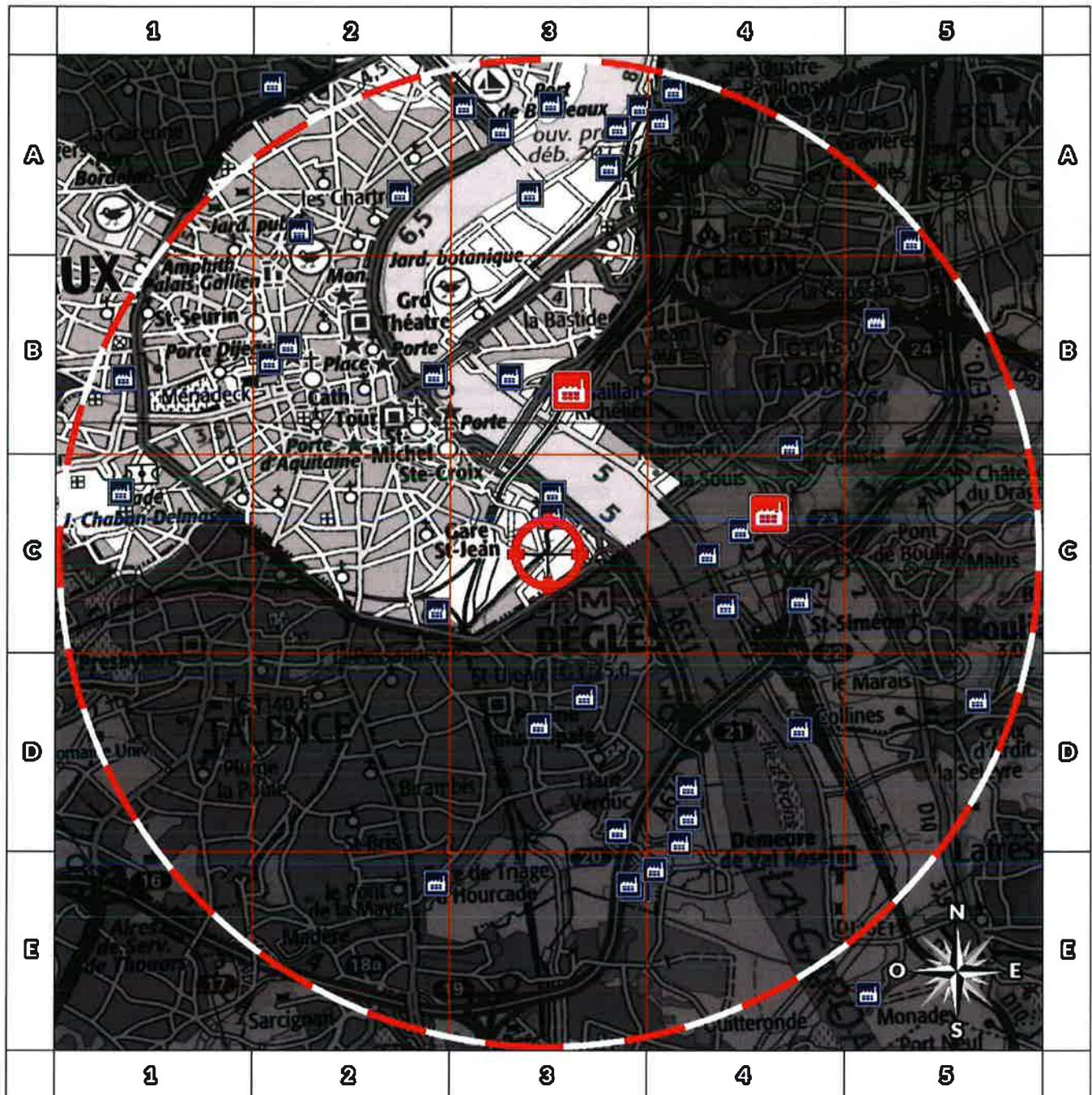
* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE Commune de BORDEAUX



- | | |
|---------------------|------------------------------|
| Usine Seveso | ELEVAGE de porc |
| Usine non Seveso | ELEVAGE de bovin |
| Carrièro | ELEVAGE de volaille |
| Emplacement du bien | Zone de 5000m autour du bien |






Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de BORDEAUX

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | Seveso Priorité Nationale |
|---|----------------------|--|--|-------------------------------------|---------------------------|
| ICPE situées à moins de 5000m du bien | | | | | |
|  | Centre de la commune | BORDEAUX METROPOLE | Quartier du Lac Avenue de la Jallère 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | BORDEAUX METROPOLE - Atelier Achard | Rue Achard 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | AUCHAN FRANCE - Bordeaux Lac | Centre Commercial Bordeaux Lac 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | GROUPE BERNARD SA | 87, Quai de Paludate 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | GRANDS MOULINS DE PARIS | 38, Quai de Brazza B.P. N° 32 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | CHU Hôpitaux de Bordeaux | Place Amélie Raba-Léon 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | SNCF BORDEAUX | 1, rue de Gravelotte 33800 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso OUI |
|  | Centre de la commune | EKEM | 22, rue d'Artagnan 33100 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Valeur Initiale | BORDEAUX METROPOLE Bastide - Déchetterie | Quai Deschamps 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | Construction navale de Bordeaux | 162 Quai Brazza 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE | Hôtel du Département de la Gironde Esplanade Charles de Gaulle 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | MARIN | 20 rue Pierre Baour 33300 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | DECONS | 21 Rue Suffren 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | BORDEAUX METROPOLE | Quai de Paludate 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | BORDEAUX METROPOLE | ZI Alfred Danez - Rue Surcouf 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | FRUIDOR | MIN de Brienne quai de paludate 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Valeur Initiale | LES VINS DE LA MARJOLAINE BDX | 80 AVENUE EMILE COUNORD 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Centre de la commune | COMPAGNIE FRUITIERE ex DOLE FRANCE SAS | MIN DE BRIENNE Quai de Paludate 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Valeur Initiale | SOCIETE BORIE-MANOUX | 86 CRS BALGUERIE STUTTENBERG 33082 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | AUCHAN - Bordeaux Mériadeck | 57 rue du château d'eau 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | LA CORNUBIA | 85, Quai de Brazza B.P. N° 55 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | LESIEUR | 112, Quai de Bacalan BP 240 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Valeur Initiale | ARDEA (ex ALCOOL PETROLE CHIMIE) | 53 quai Deschamps 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | MARIE BRIZARD ET ROGER International | 130 à 142, rue Fondaudège B.P. N° 557 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Valeur Initiale | MAINJOLLE | 17 Rue Plantevigne 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | Seveso Priorité Nationale |
|---|----------------------|------------------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------|
| <i>ICPE situées à moins de 5000m du bien</i> | | | | | |
|  | Valeur Initiale | BORDEAUX METROPOLE | Chemin de Labarde 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | Pack2pack Aquitaine S.A.S. | 162, Quai de Brazza B.P. N° 103 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | MAJ ELIS | 8 Bis rue Franz Schrader 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | SOFERTI Bordeaux (Grande Paroisse) | 108, Quai de Brazza 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
|  | Coordonnées Précises | BRENNTAG AQUITAINE | 20 rue Marcel Sembat 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Seveso Seuil Bas NON |

| Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | Seveso Priorité Nationale |
|---|---|-------------------------------------|---------------------------|
| <i>ICPE situées à plus de 5000m du bien</i> | | | |
| BORDEAUX METROPOLE | 'Latule' 35, rue Jean Hameau 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| BORDEAUX METROPOLE | Boulevard Alfred Daney ZI de Bougainville 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| AQUITAINE MOTO CASSE | Parc d'activités Alienor Rue de Suffren 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
| DURAND ALLIZE (à supprimer) | Avenue André Reinson 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
| BORDEAUX METROPOLE | 71 Cours Louis Fargues 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| ENGIE COFELY Agence Garonne | 2 rue Jean Artus Cité du Grand Parc 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | Rue du Vergne Quartier du Lac 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| DECONS | 1, Place Latule 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Non Seveso NON |
| SIVU BORDEAUX MERIGNAC CUISINE CENTRALE | 40 Av de la Gare 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
| BORDEAUX BOIS SERVICE | 17 avenue de la Gare 33000 BORDEAUX | En cessation d'activité INCONNU | Non Seveso NON |
| AUCHAN - BDX LAC-Station-Service | Centre Commercial Bordeaux Lac 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Enregistrement | Non Seveso NON |
| SAFT SAS | 111-113, Boulevard Alfred DANÉY 33000 BORDEAUX | En fonctionnement Autorisation | Seveso Seuil Bas NON |

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



| | |
|---------------------------------|-------------------|
| Réalisé en commande* par | Media Immo |
| Pour le compte de | ATLANTIC CONTROLE |
| Numéro de dossier | WL10F19AR |
| Date de réalisation | 30/11/2021 |

| | |
|-----------------------------|--|
| Localisation du bien | rue Carle Vernet 33000 BORDEAUX |
| Section cadastrale | BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227 |
| Altitude | 5m |
| Données GPS | Latitude 44.821005 - Longitude -0.549847 |

| | |
|-----------------------------------|--------------------------------|
| Désignation du vendeur | SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE |
| Désignation de l'acquéreur | |

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT | |
|--|--|
| Non exposé | BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227 |

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Nuisances Sonores Aériennes**
 Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
 Cartographie
 Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n°

du

mis à jour le

Adresse de l'immeuble
rue Carle Vernet
33000 BORDEAUX

Cadastre

BW 216, BW 218, BW 219, BW 220, BW 221, BW 222, BW 278, BX 111, BX 112, BX 113, BX 114, BX 115, BX 116, BX 117, BX 118, BX 119, BX 120, BX 121, BX 122, BX 123, BX 125, BX 126, BX 127, BX 128, BX 129, BX 130, BX 131, BX 132, BX 133, BX 134, BX 226, BX 227

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB 1 oui non

révisé approuvé date _____

¹ si oui, nom de l'aérodrome : _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation 2 oui non

² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB 1 oui non

révisé approuvé date _____

¹ si oui, nom de l'aérodrome : _____

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹
zone B ²
zone C ³
zone D ⁴

forte
forte
modérée

¹ (Intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quaterm.cles A du code général des Impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribués fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de BORDEAUX

Vendeur - Acquéreur

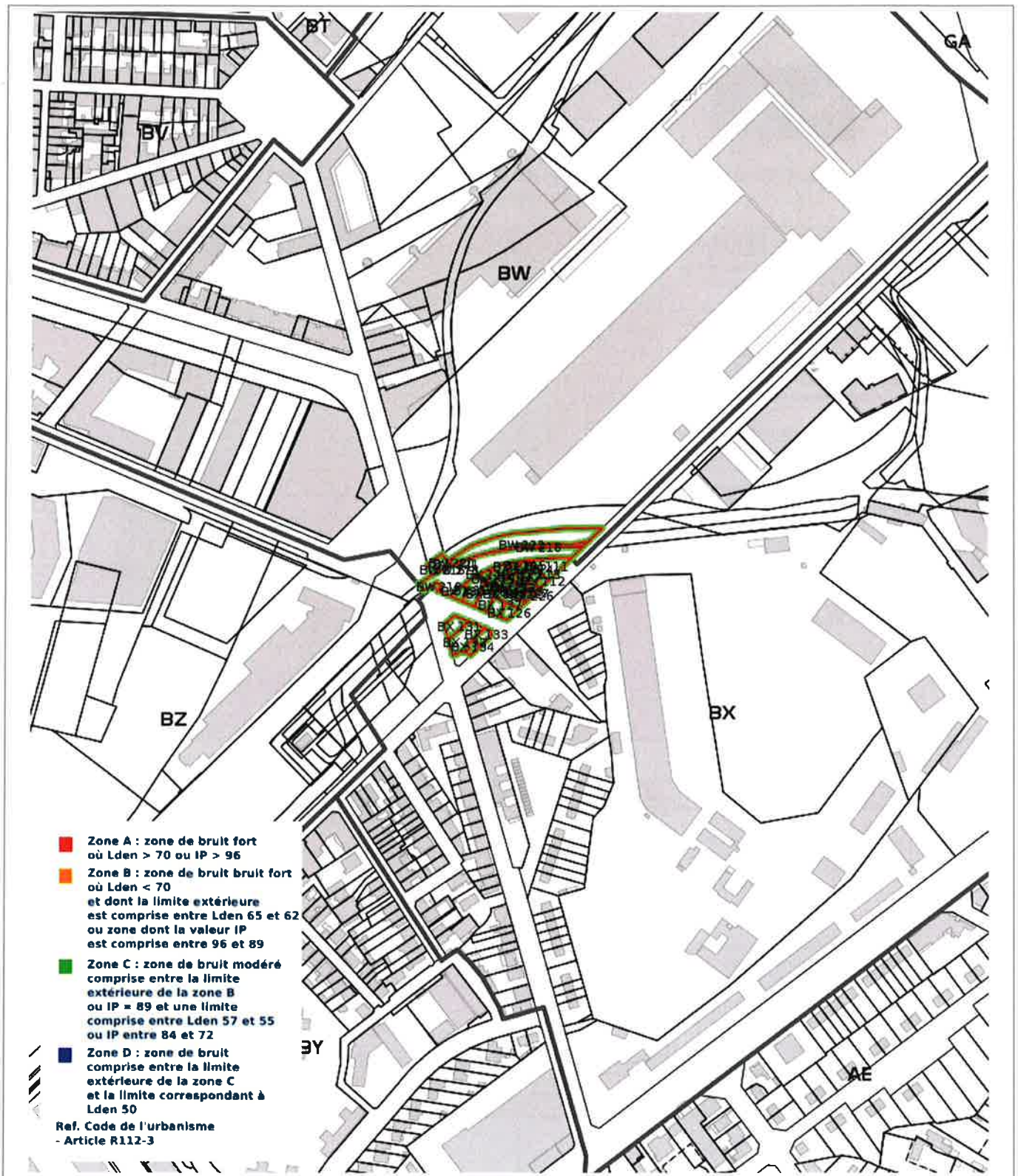
| | | | |
|------------------|--------------------------------|------------------------|------------|
| Vendeur | SARL KAUFMAN AND BROAD GIRONDE | | |
| Acquéreur | | | |
| Date | 30/11/2021 | Fin de validité | 30/05/2022 |

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostics technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site <https://www.ere-pro.com>
© 2021 Media Immo Siège social : 124 rue Louis Baudoin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aéroports



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|--|---|--------|--|--------|
| Logements nécessaires à l'activité de l'aéroport, hôtels de voyageurs en transit | | | | |
| Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique | s'ils ne peuvent être localisés ailleurs | | | |
| Constructions à usage industriel, commercial et agricole | s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente | | | |
| Equipements publics ou collectifs | s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes | | | |
| Maisons d'habitation individuelles non groupées | | | si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil | |
| Immeubles collectifs à usage d'habitation | | | | |
| Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs | | | | |

| HABITAT EXISTANT | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|--|--------|---|--------|
| Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes | sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances | | | |
| Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants | | | si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores | |

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT | | |
|---|--------------------------|--------------|
| autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique | autorisé sous conditions | Non autorisé |

© DGAC 2004